

UN OBJECTIF POUR LA RÉDUCTION  
DU DÉFICIT DE 100 MILLIARDS/ AN

## La CNR en équilibre financier dès 2027

*Le ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale a tracé un objectif ambitieux consistant à la réduction du déficit budgétaire de la Caisse nationale de la retraite de 100 milliards de DA durant les trois prochaines années. P 3*



SÉCURITÉ SANITAIRE  
**Les trois axes de la  
stratégie nationale**



La stratégie nationale de sécurité sanitaire repose sur la vigilance, la prospective et la prévention. Ce choix stratégique vise à établir les bases d'un système national proactif, renforçant la résilience face aux risques sanitaires menaçant le citoyen algérien, a indiqué hier le professeur Kamel Sanhadji, président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS).

P 3

PRÉSIDENTIELLE DU 7 SEPTEMBRE  
**Lancement aujourd'hui  
de la campagne électorale**

La campagne électorale pour la Présidentielle prévue le 7 septembre, débutera aujourd'hui et se poursuivra jusqu'au 3 septembre prochain, période durant laquelle les trois candidats en lice détailleront leurs programmes électoraux respectifs pour tenter de convaincre les citoyens de voter pour eux.

P 2

RÉUNION DU GOUVERNEMENT  
**Examen de décrets  
exécutifs et des exposés  
relatifs à plusieurs  
secteurs**



Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée aux préparatifs de la prochaine rentrée sociale et à l'examen de décrets exécutifs relatifs aux secteurs des douanes et de la pêche ainsi que d'autres dossiers, indique un communiqué des Services du Premier ministre.

P 5

PÉTROLE  
**Le Brent  
à plus de 81 dollars  
le baril** P 2

AVEC SEULEMENT 122,8 MILLIARDS DA  
D'ACTIFS  
**L'activité des  
établissements financiers  
demeure faible** P 3

JO 2024  
**Le président de la  
République distingue les  
athlètes médaillés** P 3

INCENDIES DÉCLENCHÉS DANS DES ESPACES FORESTIERS À DRAÂ-EL-MIZAN (TIZI-OUZOU)

Arrestation de trois auteurs présumés par la Gendarmerie

Les services de la Gendarmerie nationale (GN) de la wilaya de Tizi-Ouzou, ont arrêté trois (3) individus soupçonnés d'avoir provoqué des incendies au niveau d'espaces forestiers dans la région de Draâ-El-Mizan au sud-est de la wilaya, a indiqué, mardi, un communiqué du Groupement territorial de ce corps sécuritaire. Selon le communiqué du Bureau de l'information et de la communication, les éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté trois (3) individus pour avoir mis le feu à travers plus de 10 hectares de surfaces forestières dans le village de Tazrout (commune de Draâ-El-Mizan). Les faits de cette affaire remontent à dimanche soir vers 22h, lorsque (3) individus âgés entre 21 et 38 ans fêtaient le mariage de leur ami (S.B), en allumant des feux d'artifice avant de les jeter dans les broussailles à Tazrout (commune de Draâ-El-Mizan), ce qui a provoqué un incendie et entraîné des pertes matérielles dont plus de 10 hectares de surfaces forestières ravagées. Les investigations menées par les éléments de la section territoriale de la Gendarmerie nationale de Draâ-El-Mizan, en coordination avec le service de recherche et d'investigations de la GN de Tizi-Ouzou, ont permis d'arrêter, en un temps record, les suspects, qui ont reconnus les faits qui leur sont reprochés, a précisé le communiqué. Les mis en cause seront déferés devant les juridictions compétentes, après parachèvement de l'enquête, ajoute le communiqué. Pour rappel, les services de la Protection civile étaient intervenus à 22h, immédiatement suite à l'incendie déclaré au village Tazrout, en mobilisant les moyens humains et matériels nécessaires consistant en 25 pompiers, sept (7) Camions citerne, et une ambulance pour l'extinction des feux.

PRÉSIDENTIELLE DU 7 SEPTEMBRE

Lancement aujourd'hui de la campagne électorale

La campagne électorale pour la Présidentielle prévue le 7 septembre, débutera aujourd'hui et se poursuivra jusqu'au 3 septembre prochain, période durant laquelle les trois candidats en lice détailleront leurs programmes électoraux respectifs pour tenter de convaincre les citoyens de voter pour eux.

Synthèse Slimane T.

Durant ces vingt jours de campagne, les trois candidats en lice, à savoir Aouchiche Youcef pour le Front des forces socialistes (FFS), Tebboune Abdelmadjid en tant que candidat indépendant et Hassani Cherif Abdelaali pour le Mouvement de la société pour la paix (MSP), tenteront de convaincre les citoyens avec leurs programmes électoraux pour recueillir leurs suffrages à ce scrutin présidentiel, et ce, à travers un discours électoral encadré par les règles et mécanismes prévus dans la loi organique relative au régime électoral. Selon ces règles, tout candidat ou personne qui participe à une campagne électorale doit s'abstenir de tenir tout discours haineux et toute forme de discrimination, et l'utilisation de langues étrangères durant la campagne électorale est interdite, de même que l'utilisation, à des fins de propagande électorale, des biens ou moyens d'une personne morale publique ou privée, institution ou organisme

publics. L'utilisation des lieux de culte, des institutions et administrations publiques, ainsi que des établissements d'éducation, d'enseignement et de formation, quelle que soit leur nature ou appartenance, est interdite, de même que l'usage malveillant des attributs de l'Etat. En revanche, tout candidat bénéficie d'un accès équitable aux médias audiovisuels autorisés, la durée des émissions accordées étant égale pour chacun des candidats. Il convient de rappeler ici que le tirage au sort pour la répartition des tranches horaires allouées aux interventions des candidats au titre de l'expression directe sur les médias audiovisuels publics, a eu lieu, samedi dernier, sous la supervision du président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, les candidats bénéficiant d'un temps de parole de six (6) minutes pour chaque intervention. De leur côté, les candidats ont finalisé les préparatifs, procédé à l'installation de toutes les structures et coordinations relevant de leurs directions de campagne et attendent de

pouvoir convaincre les citoyens avec leurs programmes électoraux respectifs qu'ils pourront détailler dès ce jeudi. Il est à noter que corps électoral, en prévision de cette élection présidentielle, s'élève à 23.486.061 électeurs à l'intérieur du pays et 865.490 électeurs à l'étranger, selon les résultats de la révision exceptionnelle des listes électorales annoncés hier mercredi par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE). Lors d'un point de presse animé au Centre international des conférences (CIC) "Abdelatif-Rahal", le président de l'ANIE, M. Mohamed Charfi a annoncé que «le corps électoral, en prévision de l'élection présidentielle, s'élève à 23.486.061 électeurs à l'intérieur du pays, dont 47% de femmes et 53% d'hommes, tandis que le nombre des électeurs âgés de moins de 40 ans, est de 36%». Le nombre des électeurs à l'étranger s'élève, quant à lui, à «865.490 électeurs, dont 45% de femmes et 55% d'hommes, le nombre des électeurs âgés de moins de 40 ans étant de 15% ».

PRÉSIDENTIELLE/CAMPAGNE ÉLECTORALE

Les modalités d'organisation des rassemblements et réunions publiques définies

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a défini, dans une circulaire, les modalités d'organisation des rassemblements et réunions publiques pendant la campagne électorale qui débutera, jeudi, pour l'élection présidentielle du 7 septembre. D'après cette circulaire datée du 8 août 2024, les salles de réunion et les structures agréées "sont réparties entre les candidats de manière juste et équitable, et par tirage au sort, le cas échant" en vue de y abriter la campagne électorale dudit scrutin, conformément à la loi relative aux réunions et manifestations publiques. La demande d'autorisation des rassemblements et réunions publiques électorales doit être déposée auprès du wali territorialement

compétent, "trois jours francs au plus avant la date de la réunion", précise le document. S'agissant des trois premiers jours de la campagne électorale, "les candidats ou leurs représentants dûment habilités doivent présenter une demande d'autorisation, un jour avant, pour y statuer". La demande d'autorisation doit inclure plusieurs informations dont l'identité des organisateurs et l'objet de la réunion, et sera notifiée au représentant de l'ANIE au niveau local. Concernant les rassemblements et réunions publiques électorales, ils sont tenus dans "des salles et lieux agréés et sécurisés au préalable". "Les coordinateurs des délégations de wilayas de l'ANIE sont chargés de désigner les salles et lieux de réunions pu-

bliques agréés à attribuer gratuitement aux candidats de manière équitable au cours de la campagne électorale", note la même source. "Ces installations et leur périmètre extérieur doivent être sécurisés pendant toute la durée de la campagne électorale, en vue de protéger les animateurs et les participants", selon la circulaire. Concernant la répartition des salles et lieux pour abriter ce type de rassemblements, la même source a indiqué que cette mission est confiée au coordinateur de la délégation de wilaya de l'ANIE en concertation avec les représentants des candidats. En cas de chevauchement de programmes entre les candidats, un accord à l'amiable entre les parties concernées est privilégiée, et à défaut, le coordi-

nateur de wilaya de l'ANIE procède à un tirage au sort. Le document a rappelé l'interdiction de l'utilisation des haut-parleurs à proximité des hôpitaux et des établissements éducatifs, conformément aux dispositions de la loi relative aux réunions et manifestations publiques. Il s'agit également de "l'interdiction de l'utilisation, à des fins de propagande électorale, des lieux de culte, des établissements et administrations publics, ainsi que des établissements éducatifs et de formation, quelle que soit leur nature ou appartenance". La campagne électorale pour l'élection présidentielle du 7 septembre débutera jeudi pour une période de 20 jours.

R N.

MÉDÉA

Arrestation de trois personnes pour trafic de psychotropes à Berrouaghia et Souagui

Les éléments des sûretés des daïras de Berrouaghia et Souagui (Médéa) ont appréhendé récemment trois personnes présumées impliquées dans un trafic de comprimés psychotropes lors de deux opérations distinctes, a indiqué mercredi un communiqué de la sûreté de wilaya. Les individus interpellés, qui exerçaient leur activité illégale dans certains quartiers de

ces deux agglomérations urbaines du centre et de l'Est de la wilaya de Médéa, ont été arrêtés suite à une enquête minutieuse diligentée dans le cadre de la lutte contre la vente et la consommation de drogue, a précisé la même source. Les enquêteurs ont procédé, lors de ces arrestations, à la saisie de plus de 1.000 comprimés psychotropes et ont récupéré également une somme

d'argent provenant de la vente de cette drogue, mentionne le communiqué. Une procédure judiciaire a été engagée contre les trois personnes arrêtées pour le chef d'accusation de "possession et vente illicite de drogue dans le cadre d'une bande criminelle organisée". Ils ont été présentés devant les instances judiciaires compétentes, a conclu le communiqué de la sûreté de wilaya.

Quotidien economique

Les Enjeux  
*Eco*

Edité par la  
SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant  
Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication  
Radji Zahir

Siège social  
03,Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said , Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005  
001700000003889 09

Impression  
Centre : SIA

Distribution  
Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77  
E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ovargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

UN OBJECTIF POUR LA RÉDUCTION DU DÉFICIT DE 100 MILLIARDS/ AN

# La CNR en équilibre financier dès 2027

Le ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale a tracé un objectif ambitieux consistant à la réduction du déficit budgétaire de la Caisse nationale de la retraite de 100 milliards de DA durant les trois prochaines années.

Par Sirine R

Actuellement, il (le déficit) avoisine les 380 milliards de dollars. Selon les prévisions du ministre Fayçal Bentaleb, le système de la sécurité sociale sera en situation d'équilibre financier dès 2027. Lors d'un point de presse tenu avant-hier en marge de sa visite de travail à la wilaya de Bordj Bou Arreridj, le ministre a rappelé que le déficit de la CNR est passé de 680 milliards de DA en 2019 à 380 milliards actuellement soit une baisse de 55% durant cette période. « Nous comptons poursuivre sur la même lancée pour l'absorption de ce déficit. Notre ambition est de le réduire de 100 milliards de DA/an durant les trois prochaines années. Et à partir de 2027, les trois Caisses seront en équilibre financier », détaille-t-il. Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement a mis en place une série de mesure pour booster l'investissement et la relance de l'appareil productive génératrice de la richesse, de l'emploi et de la valeur ajoutée. Depuis 2010, le gouvernement a accordé une grande importance au marché de l'emploi, précisant que la politique nationale de l'emploi est basée sur une approche économique pour lutter contre le chômage et la création de postes d'emploi. Cela passe, indique-t-il, par la révision des lois régissant l'investissement et le foncier économique, ainsi que par le lancement de projets structurants donnant la préférence au produit national, la relance de l'économie de la connaissance et des startups, la suppression des obsta-

cles administratifs et la modernisation du service public. Le marché de l'emploi est donc en pleine dynamique. Le nombre de placements dans le secteur économique est en nette hausse, avoisinant les 27 % durant les premiers sept mois de 2024 par rapport à la même période de 2023, passant ainsi de 182 902 placements à 229 902. Une augmentation « appréciable » qui témoigne sur une relance effective de l'économie nationale. « Nous devons étudier ce chiffre, en prenant en considération la conjoncture mondiale difficile de l'après pandémie (Covid-19). La plupart des économies même ceux des pays développés ont été sévèrement impactées, et les taux de croissance ont été également en régression. Toutefois, l'économie algérienne a fait l'exception, en montrant sa solidité et l'enregistrement d'un taux de croissance applicable de 4,1%, affirme le ministre, précisant que cela est le résultat de la politique courageuse adoptée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, durant cette de l'après-Covid-19. « Il y a une volonté politique, en incarnant les engagements de Monsieur le Président de la République pour la diversification de l'économie nationale garantissant l'autosuffisance de la demande locale en améliorant la compétitivité de notre pays à l'international. Tous ces indicateurs s'ajoutent aux projets structurants en cours de réalisation, renforceront cet équilibre de notre système de la sécurité sociale. « L'équilibre financier des Caisses sociales est considéré comme étant un catalyseur

et un indicateur positif pour attirer les investissements étrangers et les investissements locaux. Lorsqu'ils constatent que le système de sécurité sociale est stable et équilibré, il y a stabilité sociale, il y a un soutien social, il y a une volonté politique pour le soutien social, cela attirera inévitablement des investissements et cela attirera les investissements contribueront à augmenter le PIB », détaille le ministre, en notant que les recettes de la CNAS étaient de l'ordre de 1184 milliards DA, alors que, seulement, durant les sept premiers mois de 2024, les recettes en sont déjà à 1084 milliards. Le ministre a rappelé que des mesures importantes ont été prises par le gouvernement pour la préservation du pouvoir d'achat des citoyens, à travers l'augmentation des salaires de 47% durant les cinq dernières années, la valorisation exceptionnelle des pensions et allocations de 2,8 millions de retraités, l'instauration de l'allocation chômage et l'exonération des salaires inférieurs à 30 000 DA. À cela s'ajoutent la vaste opération d'intégration de plus d'un demi-million de bénéficiaires de l'ancien dispositif de pré-emploi dans des postes permanent avec tous les avantages de la sécurité sociale. Concernant le dispositif d'allocation chômage, le Ministre a indiqué que le nombre de bénéficiaires de l'allocation a atteint 2 millions de primo-demandeurs d'emploi, dont 368.322 ont été orientés vers la formation depuis le lancement du dispositif, dont 177.807 ont effectué le stage et obtenu des attestations qui leur donnent la possibilité d'obtenir un emploi.

AVEC SEULEMENT 122,8 MILLIARDS DA D'ACTIFS

## L'activité des établissements financiers demeure faible

Par Selma R

Comparativement aux années précédentes, l'activité des établissements financiers demeure encore faible, a indiqué la Banque d'Algérie dans son dernier rapport annuel de 2023 sur l'évolution économique et monétaire. L'évolution du total de leurs actifs, à fin 2023, a enregistré une croissance appréciable de 12,7 % contre une baisse de 2,8 % une année auparavant, passant ainsi de 109,0 milliards à fin 2022 à 122,8 milliards de dinars à fin 2023. En effet, le faible développement de l'activité de distribution de crédit des établissements financiers est lié à leurs ressources limitées puisqu'ils ne collectent pas de dépôts auprès du public, explique la BA.

A ce titre, les ressources des établissements financiers à fin 2023, se composent des fonds propres qui s'établissent à 61,8 milliards de dinars, dont 52,5 milliards de dinars en capital social et 9,3 milliards en réserves. S'agissant des emprunts, ils sont passés de 12,4 milliards à fin 2022 à 13,9 milliards de dinars à fin 2023. Le total des crédits des établissements financiers est passé de 66,2 milliards de dinars à fin 2022 à 73,7 milliards de dinars à fin 2023, correspondant à un accroissement appréciable de 11,3 % contre un recul de 1 % une année auparavant, ajoute la même source. Dans le détail, les établissements financiers privés ont contribué à hauteur de 82,3 % à la hausse des crédits contre une contribution de 17,7 % pour les établissements

financiers publics. Par ailleurs, les crédits accordés aux entreprises privées, à fin 2023, ont enregistré une hausse de 10,5 %, un rythme moins élevé que celui de l'année précédente (25,7 %) et représentent 96,2 % du total des crédits. La quasi-totalité de ces crédits sont accordés sous forme de crédit-bail, soit 66,2 milliards de dinars dont 39,6 milliards de crédit-bail mobilier et 26,6 milliards de crédit-bail immobilier. De même, les crédits aux entreprises publiques ont augmenté de 3,7 % en 2023 contre une forte baisse de 26,6 % en 2022. Cependant, leur niveau par rapport au total des crédits accordés par les établissements financiers demeure très faible, soit une part de 3,7 %, conclut la même source.

JO 2024

## Le président de la République distingue les athlètes médaillés

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a distingué, mercredi, au Palais d'El-Mouradia (Alger), les athlètes algériens médaillés lors des Jeux Olympiques (Paris-2024), ayant pris fin dimanche dernier. Le président de la République a distingué les champions olympiques : Kaylia Nemour (gymnastique), Imane Khelif (boxe) et l'athlète Djamel Sedjati. Pour rappel, les breloques en métal précieux ont été l'œuvre de Kaylia Nemour aux barres asymétriques (gymnastique) et Imane Khelif dans la boxe féminine (66 kg), et la médaille de bronze de Djamel Sedjati sur le 800 mètres.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

## Examen de décrets exécutifs et des exposés relatifs à plusieurs secteurs

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée aux préparatifs de la prochaine rentrée sociale et à l'examen de décrets exécutifs relatifs aux secteurs des douanes et de la pêche ainsi que d'autres dossiers, indique un communiqué des Services du Premier ministre, dont voici le texte intégral : "Le Premier ministre, Monsieur Nadir Larbaoui, a présidé, ce mercredi 14 août 2024, une réunion du Gouvernement consacrée, en exécution des directives de Monsieur le Président de la République, à l'examen des préparatifs de la prochaine rentrée sociale 2024-2025, à travers les différentes procédures et mesures proactives ayant été prises par les différents secteurs concernés afin d'assurer les meilleures conditions de la rentrée scolaire, pour les personnes aux besoins spécifiques, ainsi que la rentrée universitaire et de la formation et de l'enseignement professionnels. Par ailleurs, le Gouvernement a également examiné un projet de décret exécutif relatif aux personnes habilitées à déclarer les marchandises en détail, qui vise la révision du cadre réglementaire régissant la profession du commissionnaire en douane, et ce, en vue de renforcer la gouvernance douanière et d'accompagner les évolutions du commerce extérieur, ainsi que son adaptation aux évolutions économiques internationales. Le Gouvernement a également examiné un décret exécutif fixant les conditions et les modalités d'exercice de la pêche, visant à promouvoir les produits de la pêche et développer la pêche en haute mer. Enfin, le Gouvernement a examiné un certain nombre de mesures relatives au suivi de la mise en œuvre du programme complémentaire de développement de la wilaya de Tissemsilt, décidé par Monsieur le Président de la République, notamment dans sa partie relative au développement du réseau routier, et a également entendu une communication, dans le cadre de la politique de transition énergétique, sur les stations-services de recharge de batteries pour voitures électriques visant une transition progressive vers la mobilité électrique".

OMS

## Les vaccins mpox ne seront probablement disponibles que dans quelques mois

Les vaccins destinés à endiguer l'épidémie de mpox (variole du singe) qui sévit en République démocratique du Congo (RDC) et dans les pays voisins pourraient ne pas atteindre ce pays d'Afrique centrale avant plusieurs mois, rapportent mercredi des médias citant des sources. Mardi, les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies ont déclaré pour la première fois une urgence de santé publique de portée continentale, et mercredi, un groupe dirigé par l'OMS se réunit pour décider si elle représente une menace mondiale. "Il est important de déclarer l'état d'urgence car la maladie se propage", a déclaré Jean-Jacques Muyembe-Tamfum, directeur de l'Institut national pour la recherche biomédicale (INRB) de la RDC cité par des médias. Il a dit espérer que "toute déclaration contribuerait à fournir davantage de fonds pour la surveillance et à soutenir l'accès aux vaccins dans le pays". Mais il a reconnu que "le chemin à parcourir n'était pas facile dans un immense pays où les installations de santé et les fonds humanitaires sont déjà mis à rude épreuve par les conflits et les épidémies de maladies comme la rougeole et le choléra".

MONNAIES

## La livre recule face au dollar et à l'euro

La livre s'inclinait mercredi, face au dollar et à l'euro, en réaction à la publication d'une inflation en légère accélération au Royaume-Uni en juillet, ce qui renforce les attentes d'une baisse de taux en septembre. La livre sterling reculait de 0,17% face au billet vert, à 1,2840 dollar, et perdait 0,41% face à l'euro, à 85,81 pence pour un euro. L'inflation a accéléré au Royaume-Uni en juillet, à 2,2% sur un an contre 2% en juin, principalement à cause des prix de l'énergie qui ont moins ralenti qu'il y a un an. "Une hausse plus modeste qu'anticipée de l'inflation a augmenté les attentes du marché d'une possible nouvelle baisse de taux le mois prochain", indiquent des analystes. Face au retour de l'inflation à la cible de 2% qu'elle s'était fixée, la Banque d'Angleterre (BoE) a procédé à une première baisse de taux d'intérêt depuis 2020 en début de mois, à 5% contre 5,25% auparavant. La décision de septembre s'annonce de nouveau sur le fil du rasoir, face à des indicateurs économiques encore contradictoires.

### Dernière composition de DZAIINDEX

| Valeur              | Ouv     | Clôture | Var % | Cap.flottante  |
|---------------------|---------|---------|-------|----------------|
| ALLIANCE ASSURANCES | 430,00  | 430,00  | 0,00  | 1 241 503 310  |
| BIOPHARM            | 2300,00 | 2305,00 | 0,22  | 11 766 806 025 |
| EGH EL AURASSI      | 450,00  | 450,00  | 0,00  | 540 000 000,00 |
| SAIDAL              | 499,00  | 499,00  | 0,00  | 998 000 000    |

### RÉINSERTION SOCIALE

# Plus de 17.400 détenus ont bénéficié de la liberté conditionnelle en 2024

Plus de 17.400 détenus ont bénéficié de la mesure de libération conditionnelle depuis le début de l'année 2024, grâce aux programmes de réinsertion sociale visant la lutte contre la criminalité et la réduction du phénomène de récurrence, a révélé mardi à Tipasa, le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Abderrachid Tabi. "Nous avons décidé un élargissement de la mesure de mise en liberté conditionnelle dans le but d'encourager les détenus à adhérer aux programmes de réinsertion sociale visant la lutte contre la criminalité et la réduction du phénomène de récurrence", a indiqué le ministre, lors de sa supervision, en compagnie du ministre

de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi, et de hauts cadres de l'Etat, d'une cérémonie de distinction des détenus lauréats du baccalauréat et du BEM à l'établissement pénitentiaire de Koléa.

Il a souligné "l'intérêt crucial accordé par le système pénal algérien à la réinsertion sociale des détenus, à travers entre autres, le mécanisme de libération conditionnelle, considéré comme une mesure d'aménagement de la peine de prison pour encourager les détenus ayant fait preuve d'une bonne conduite et d'un bon comportement, à adhérer aux programmes de réinsertion sociale". La libération condition-

nelle est "un mécanisme efficace pour un retour progressif au sein de la société, avec un suivi assuré par des juges de l'application des peines et des services extérieurs", a précisé le ministre.

S'exprimant sur les programmes d'enseignement et de formation des détenus, M.Tabi a rappelé l'initiative du président de la République, à l'occasion du 62e anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse, de gracier, par voie d'un décret présidentiel, les détenus détenteurs de certificats d'études ou de formation professionnelle pour les inciter à poursuivre leurs études ou leur parcours professionnel.

### TRAFIC D'ARMES AU PROFIT DU MAK

## Coup de filet au port de Bejaia

La section nationale de lutte antiterroriste et contre le crime transfrontalier, relevant du Parquet de Sidi M'hamed, vient de placer 21 personnes sous mandat de dépôt et a lancé un mandat d'arrêt international à l'encontre de 12 autres individus concernées par l'enquête liée à l'introduction d'armes et de munitions au port de Bejaia au début du mois en cours, a annoncé ce mercredi le procureur de la République dans un point de presse. Selon la même source, l'enquête menée par la direction générale de la sécurité intérieure (DGSJ), en coordination avec les services de sécurité territorialement compétents (Police, gendarmerie nationale et Douanes), a abouti à l'arrestation, le 4 août dernier après une fouille douanière routinière, d'un voya-

geur (Z.M), activant pour le compte d'une organisation terroriste, en compagnie de son épouse (B.N), en provenance de Marseille, via un navire étranger, en possession de 21 armes, dont 11 armes de calibres 16, sept armes de poings de différents calibres, trois autres armes de calibre 12, ainsi que près de 2 000 munitions, dissimulés dans son véhicule personnel, outre des accessoires, des armes blanches et des tenues paramilitaires. La perquisition menée par la DGSJ au domicile du principal mis en cause a permis la découverte d'un fusil de type MPFM-27 Baïkal de calibre 12 ainsi que de plusieurs armes. Pis encore, les enquêteurs ont découvert une cache d'armes dans la wilaya de Bejaia, alors que l'exploitation des données électroniques du

mis en cause a abouti à la découverte de publications subversives sur les réseaux sociaux, ce dernier était en contact permanent avec des responsables d'une organisation, classée par la loi algérienne comme étant une organisation terroriste. Les aveux de Z.M a permis aux enquêteurs d'établir que cet arsenal a été acquis auprès d'un individu, un contrebandier, établi à l'étranger et qui était en liaison directe et permanente avec deux individus, en l'occurrence (L.L) et (Z.F), affiliés à une organisation terroriste, Selon le procureur de la République relevant du Parquet de Sidi M'hamed, il a été établi que ces individus activaient pour le compte de l'organisation terroriste, à savoir le Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK).

### EDUCATION NATIONALE

## Les résultats des examens professionnels annoncés jeudi

Les résultats des examens professionnels pour accéder aux différents grades des corps de l'Education nationale seront annoncés, jeudi après-midi, à travers l'ensemble des directions, a indiqué mercredi un communiqué du ministère de l'Education nationale. "Le ministère de l'Education nationale informe l'ensemble des participants aux examens professionnels pour accéder aux différents grades des corps de l'Education nationale au titre de l'année 2024, qui se sont déroulés samedi 13 juillet 2024, que les résultats de ces examens seront annoncés, jeudi 15 août 2024 à partir de 16h00, à travers l'affichage des listes, le jour même à la même heure, au niveau de toutes les directions de l'Education", lit-on dans le communiqué. Une deuxième session au titre de

l'année 2024 sera organisée au profit des candidats non

retenus pour pourvoir les postes vacants, dont la date

sera fixée ultérieurement, a ajouté le communiqué.

### Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات  
MINISTERE DU COMMERCE  
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية  
MINISTERE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسمعة المستهلكة ليوم 13 أوت 2024  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 13 Août 2024

| Prix du détail <sup>1</sup> <sup>2</sup> أسعار التجزئة |                       | DA / Kg         |                 |                 | المنتجات           |
|--------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------|-----------------|-----------------|--------------------|
| المنتجات                                               | Produce               | معدل<br>Moyenne | أعلى<br>Maximum | أدنى<br>Minimum |                    |
| خضروات طازجة                                           | Pomme de terre        | 88              | 108             | 68              | البطاطا            |
|                                                        | Tomate                | 65              | 76              | 53              | الطماطم            |
|                                                        | Oignon sec            | 42              | 49              | 36              | البصل الجاف        |
|                                                        | Ail sec               | 349             | 406             | 291             | الثوم الجاف        |
|                                                        | Carotte               | 70              | 78              | 62              | الجزر              |
|                                                        | Navet                 | 106             | 119             | 94              | لفت                |
|                                                        | Poivron               | 98              | 109             | 86              | الفلفل الاخضر      |
|                                                        | Piment                | 110             | 125             | 96              | الفلفل الحار       |
|                                                        | Courgette             | 81              | 91              | 71              | الكوسية            |
|                                                        | Haricot vert          | 208             | 230             | 186             | الفاصولياء الخضراء |
|                                                        | Laitue                | 94              | 106             | 82              | الفس               |
| فواكه طازجة                                            | Pomme locale          | 400             | 498             | 302             | التفاح المحلي      |
|                                                        | Datte                 | 555             | 675             | 434             | التمر              |
|                                                        | Melon                 | 103             | 115             | 91              | البطيخ الاصفر      |
|                                                        | Pastèque              | 79              | 90              | 68              | البطيخ الاحمر      |
|                                                        | Banane                | 388             | 402             | 375             | اللوؤ              |
| المنتجات ذات الأصل الحيواني                            | Viande bovine locale  | 1787            | 1928            | 1646            | لحم البقر المحلي   |
|                                                        | Poulet de chair       | 484             | 498             | 470             | الدجاج             |
|                                                        | Œufs (Unité)          | 17              | 18              | 16              | البيض (وحدة)       |
|                                                        | Lait de vache (Litre) | 93              | 98              | 87              | حليب البقر (لتر)   |

## SÉCURITÉ SANITAIRE

# Les trois axes de la stratégie nationale

*La stratégie nationale de sécurité sanitaire repose sur la vigilance, la prospective et la prévention. Ce choix stratégique vise à établir les bases d'un système national proactif, renforçant la résilience face aux risques sanitaires menaçant le citoyen algérien, a indiqué hier le professeur Kamel Sanhadji, président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS).*

Par Mourad A.

Grâce à ses ressources humaines spécialisées, l'Agence nationale de sécurité sanitaire fournira des indicateurs scientifiques permettant de développer une vision proactive pour le secteur de la santé. Cette stratégie constitue à la fois un message pédagogique et une réalisation scientifique, qui sera soumise au Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour qu'il prenne les mesures nécessaires afin de faire face à ces risques, a affirmé Pr Sanhadji lors de son passage au «Forum d'El Moudjahid».

Dans son intervention, l'intervenant a insisté sur la nécessité de sensibiliser le public aux enjeux cruciaux de la santé et de l'éthique. Il a exprimé sa satisfaction de participer à cette initiative pédagogique tout en soulignant l'urgence de changer les mentalités et les pratiques dans divers domaines pour améliorer la santé publique à l'échelle mondiale.

Dans ce contexte, la nouvelle stratégie algérienne repose sur trois piliers fondamentaux à savoir: la vigilance, la prospective et la prévention. Ces éléments sont conçus pour poser les bases d'un système de santé proactif et résilient, capable de protéger efficacement les citoyens contre les menaces sanitaires.

L'évolution des pandémies a été un point central de cette intervention. Le professeur a observé que ces crises sanitaires, autrefois espacées de plusieurs siècles, surviennent désormais à une fréquence alarmante d'environ tous les quatre ans. Des exemples tels que le sida, la grippe aviaire, et plus récemment la pandémie de Covid-19 ont été cités pour illustrer ce phénomène. Ces observations sont en phase avec les objectifs de la Stratégie nationale de sécurité sanitaire 2025-2030, qui vise à établir un système national

d'anticipation capable de renforcer la résilience du système de santé pour protéger les générations actuelles et futures. Il a également mis en lumière le rôle des changements climatiques et de la déforestation dans la perturbation de la biodiversité, un facteur qui pousse les animaux porteurs de virus à se rapprocher des humains, augmentant ainsi le risque de transmission de maladies zoonotiques. Le cas d'Ebola a été évoqué pour illustrer la dangerosité de ces maladies, nécessitant des mesures de sécurité extrêmement strictes pour éviter leur propagation. À cet égard, la stratégie algérienne prévoit un diagnostic stratégique approfondi, suivi de la préparation d'un plan d'actions multisectoriel, élaboré lors de la première réunion des sous-comités thématiques, organisée les 5 et 6 août, avec la participation de plus de 100 représentants de divers départements ministériels et organismes concernés.

L'intervenant a également mis en exergue l'impact d'une alimentation malsaine sur la santé. Le professeur a souligné que notre alimentation moderne, souvent riche en graisses saturées, en sucres et en sels, est à l'origine de nombreuses crises sanitaires telles que l'obésité et le diabète, particulièrement chez les jeunes. En critiquant la consommation excessive de produits transformés, il a encouragé l'adoption de graisses non saturées, comme l'huile d'olive, plus bénéfiques pour la santé. Ce point rejoint les préoccupations de la stratégie nationale, qui s'articule autour de trois défis majeurs : les épidémies, l'environnement et le changement climatique, ainsi que l'alimentation. La gestion des crises sanitaires, notamment en Afrique subsaharienne, a également été abordée. Kamel Sanhadji a discuté de la prise en charge des migrants africains, en particulier ceux en provenance du Niger et du Mali, afin de proté-

ger à la fois ces populations vulnérables et les communautés locales. Il a mentionné la création de comités ad hoc pour gérer des pathologies spécifiques telles qu'Ebola et la variole du singe, soulignant le rôle crucial de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, qui coordonne les actions des différents ministères pour répondre efficacement aux crises. Le président de l'ANSS a insisté sur l'importance de la mise en place de systèmes de veille et d'alerte pour améliorer la détection des pandémies, identifiée comme une priorité. Il a souligné la nécessité de modéliser les données sanitaires, un outil essentiel pour anticiper et gérer les crises futures. Il a également présenté l'innovation technologique, notamment l'intelligence artificielle, comme une voie prometteuse pour renforcer les capacités de réponse. Cette modernisation des prestations sanitaires est soutenue par la stratégie nationale, qui prône la collaboration entre le secteur public et privé, ainsi que l'élargissement de la couverture de la sécurité sociale.

En conclusion, le Pr Kamel Sanhadji a mis en lumière les progrès réalisés dans la santé publique, notamment en Algérie, tout en soulignant les défis qui restent à relever. L'intégration des technologies modernes, l'amélioration des soins primaires, et la vaccination sont apparus comme des éléments clés pour l'avenir. Le conférencier a terminé son discours par un appel à la vigilance et à la prévention, insistant sur l'importance de continuer à évoluer rapidement pour répondre aux nouveaux défis sanitaires qui se profilent. La Stratégie nationale de sécurité sanitaire 2025-2030, avec son approche pluridisciplinaire et multisectorielle, s'inscrit parfaitement dans cette dynamique, visant à bâtir une nation saine, protégée et résiliente face aux menaces sanitaires.

## PÉTROLE

## Le Brent à plus de 81 dollars le baril

Les cours du pétrole gagnaient du terrain mercredi, poussés par le risque géopolitique, et les premières données hebdomadaires sur les stocks américains. Ce matin, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, montait de 0,62% à 81,19 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en septembre, prenait 0,66%, à 78,87 dollars. Les cours du pétrole sont "tributaires des préoccupations géopolitiques", commentent des analystes. Par ailleurs, les premières données hebdomadaires sur les stocks américains de pétrole par l'API, la fédération américaine des professionnels du secteur, publiées mardi "donnent également un élan aux prix", selon les analystes. L'API a fait état d'une forte baisse des réserves commerciales de brut d'environ 5,2 millions de barils, mais aussi des réserves d'essence, qui ont diminué d'environ 3,5 millions de barils, en pleine saison des voyages estivaux en voiture aux Etats-Unis. Les investisseurs prêteront attention plus tard mercredi au rapport hebdomadaire sur l'état des stocks de pétrole aux Etats-Unis de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) pour la semaine achevée le 9 août. Les analystes prévoient également une baisse des stocks de brut comme d'essence.

## Légère hausse des stocks américains

Les stocks commerciaux de pétrole brut aux Etats-Unis ont légèrement augmenté la semaine dernière, contrairement aux attentes, mais ceux d'essence ont baissé, selon des chiffres publiés mercredi par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA). Les réserves ont progressé de 1,4 million de barils à 430,7 millions de barils pour la semaine achevée le 9 août. La prévision médiane des analystes, établie par l'agence Bloomberg, misait sur une nouvelle réduction des réserves de brut de 2 millions de barils. Après six semaines de réduction de ces réserves, cette petite augmentation laisse les stocks de brut de 5% inférieurs à leur moyenne sur cinq ans à cette époque de l'année. « Des exportations modestes au début du mois ont aidé à légèrement augmenter les stocks de brut même si l'activité des raffineries a progressé », a commenté Matt Smith de Kpler. Le rythme d'utilisation des capacités de raffinage s'est élevé à 91,5%, un peu mieux que la semaine précédente (90,1%). Les réserves d'essence en revanche ont baissé de 2,9 millions de barils, pas très loin des attentes qui prévoyaient un repli de 1,4 millions de barils, reflétant une bonne demande. "La saison estivale des déplacements automobiles vit ses derniers instants avec la rentrée scolaire et la fête du Travail (Labor Day) qui approchent", a noté Matt Smith pour expliquer la consommation d'essence. Côté offre, la production américaine de brut a reculé de 100.000 barils par jour à 13,3 millions de barils par jour (m/bj), restant encore autour de records historiques. Sur le plan de la demande, le volume des produits raffinés livrés au marché américain a augmenté à 20,52 mb/jMBJ contre 19,97 mb/jMBJ la semaine d'avant.

## EL BAYADH

## Plus de 28.000 quintaux de céréales réceptionnés par la CCLS

La Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de la wilaya d'El Bayadh a réceptionné plus de 28.000 quintaux de céréales, toutes variétés confondues, au titre de la dernière campagne moisson-battage, qui s'est achevée récemment, a-t-on appris mercredi de son directeur. M. Atba Mohamed a précisé à l'APS que la réception de cette récolte, entamée au début du mois de juillet dernier, en coordination avec la direction des Services agricoles (DSA), s'est déroulée "dans de bonnes conditions" et a enregistré une large adhésion des agriculteurs permettant

ainsi de collecter plus de 28.000 quintaux, dont 25.000 qx de blé dur, un peu plus de 2.600 qx d'orge et 280 qx de blé tendre. La même source a indiqué que 177 professionnels de la filière céréalière ont dirigé leurs récoltes vers la CCLS, via deux points de collecte réservés spécialement à cette opération, qui se poursuit encore, rappelant que les quantités de céréales, toutes variétés confondues, collectées durant l'année écoulée avaient atteint 29.000 qx. M. Atba a, d'autre part, fait observer que l'opération inhérente à la régularisation de la situation financière de l'ensemble des agriculteurs s'ef-

fectue "dans de bonnes conditions et dans un délai très court". Il est à signaler dans ce contexte que les céréaliculteurs ayant dirigé leurs récoltes aux CCLS bénéficient d'une série de mesures incitatives, à l'instar, notamment, de l'acquisition de semences traitées pour entamer leurs campagnes de labours-semailles, ainsi que le crédit "Rfig", en plus des intrants et autres mesures d'encouragement mises en œuvre par les pouvoirs publics pour la redynamisation de ce créneau d'activité agricole stratégique.

RÉSORPTION DE L'HABITAT PRÉCAIRE À KHENCHELA

Relogement de 33 familles

Trente-trois (33) familles de la commune de Khenchela ont été relogées mardi dans des logements neufs dans le cadre du programme de résorption de l'habitat précaire, apprend-on des services de la wilaya. L'opération supervisée par le wali de Khenchela, Youcef Mahiout, a bénéficié à 33 familles qui occupaient des locaux commerciaux à la cité route El Aïzar du chef-lieu de wilaya, lesquelles ont été relogées dans des logements neufs à la résidence "Ennour" de la cité 2000 logements publics locatifs (route de Baghaï), selon la même source. L'opération qui s'est déroulée dans "d'excellentes conditions" avec la participation des services de l'Office local de promotion et de gestion immobilière s'inscrit dans le cadre du programme tracé par les autorités de wilaya pour le relogement des familles occupant des habitations précaires, selon les services de la wilaya. Ces logements neufs attribués disposent de toutes les commodités nécessaires tout comme ceux des 1.445 logements publics locatifs distribués le 5 juillet passé. Le chef de daïra de Khenchela, Fekha Benoumar, avait présidé au début de la semaine en cours le relogement de 52 familles résidant dans des habitations précaires à la cité Lahcen Merir de Khenchela vers des logements neufs à la résidence " Ennour " de la cité 2000 logements publics locatifs.

BATNA

Un nouveau quota de 1.500 logements publics locatifs publics et de 3.000 aides à l'habitat rural

La wilaya de Batna a bénéficié d'un nouveau quota de 1.500 logements publics locatifs (LPL) et de 3.000 aides à l'habitat rural, a indiqué, mardi, le wali, Mohamed Benmalek. Ce quota, attribué à la wilaya dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour l'année 2024, s'ajoute à deux précédents quotas comprenant, pour le premier, 4.200 logements des différentes formules d'habitat et, pour le second, 6.232 unités, a précisé le chef de l'exécutif local au cours d'une conférence de presse organisée au siège de la wilaya. La mise à disposition de 1.500 LPL et de 3.000 aides à l'habitat rural a été favorisée par les mesures arrêtées localement et qui ont permis l'achèvement de tous les projets d'habitat qui étaient à l'arrêt ou qui accusaient un retard important, ainsi que par la mise à disposition du foncier nécessaire à la réalisation de nouveaux logements, a souligné M. Benmalek. Le même responsable a également ajouté, s'agissant des assiettes foncières destinées aux projets d'habitat, que des terrains exempts de tous obstacles et raccordés aux différents réseaux, ont été aménagés pour accueillir 10.000 unités d'habitation, en plus d'un nouveau pôle urbain prévu dans la commune de Djerma et pouvant recevoir 20.000 autres logements. Le wali a affirmé, dans ce contexte, que toutes les dispositions seront prises à l'effet d'entamer la construction, dans les meilleurs délais, du quota de logements qui vient d'être attribué, ce qui permettra, a-t-il souligné, l'inscription de nouvelles opérations d'habitat au bénéfice de la wilaya.

DJANET

De nouveaux projets pour renforcer le secteur de l'hydraulique

Plusieurs projets ont été retenus dans le secteur de l'hydraulique au profit de la wilaya de Djanet au titre de l'exercice 2024, susceptibles d'améliorer les conditions de vie de la population locale, ont rapporté mercredi les responsables du secteur.

Les projets en question, qui s'inscrivent dans le cadre du programme de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales pour l'exercice 2024 et au titre des plans communaux de développement (PCD), visent à l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable (AEP) et l'extension des réseaux d'assainissement, a déclaré à l'APS, le directeur du secteur, Abdallah Ghodbane. Il s'agit ainsi d'un projet portant rénovation du réseau d'eau potable, en cours de réalisation dans la commune de Djanet dans l'objectif d'assurer l'approvisionnement permanent en eau potable et de lutter contre le phénomène des fuites d'eau. Un projet de réalisation des réservoirs d'eau d'une capacité de 1.000 mètres cubes dans les quartiers d'In Aberber, Ifri et Anlia, est également prévu à Djanet, a indiqué ce responsable. D'au-

tres opérations seront lancées prochainement pour renforcer l'approvisionnement en eau potable de la nouvelle ville de "Tahantourt", ainsi que la réhabilitation du réseau de distribution de l'eau potable dans la région de "Tagharghart", l'alimentation en eau potable du village de "Tabakat", et la réhabilitation et l'équipement de 15 points d'eau dans les communes de Bordj El Haouas et Djanet. S'agissant du renforcement des capacités de stockage, le programme en question prévoit la réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 1.000 mètres cubes au niveau du quartier "Ajahil", ainsi que deux autres projets portant réalisation et équipement de deux puits et leur raccordement au réseau d'électricité dans les communes de Djanet et Bordj El Haouas, en sus de l'acquisition des pompes et d'autres équipements pour

les puits, a ajouté le même responsable. Concernant le réseau d'assainissement, des travaux de sa réhabilitation ont été lancés dans plusieurs quartiers du chef lieu de wilaya, a fait savoir M. Ghodbane. Il est prévu également le lancement prochain d'un projet visant la protection de la commune de Bordj El Haouas contre les inondations, ainsi que de quatre opérations similaires dans la commune de Djanet. Le programme de développement du secteur de l'hydraulique mis en place au profit de la wilaya de Djanet comprend également la réalisation des systèmes de filtration des eaux usées et l'achèvement de la seconde tranche du canal principal de l'assainissement entre les quartiers "Al-Jazira" et "Ifri", sur une distance de 7 kilomètres linéaires, a conclu la même source.

SIDI BEL ABBES

Récupération de l'unité de fabrication de traverses en béton pour la voie ferrée au profit de l'entreprise publique «Ferrovia»

L'unité de fabrication de traverses en béton pour la voie ferrée, située dans la commune de Redjem Damouche (wilaya de Sidi Bel Abbes), a été récupérée au profit de l'Entreprise nationale de constructions de matériels et équipements ferroviaires "Ferrovia". L'opération de réception de cette unité industrielle s'est déroulée entre le wali de Sidi Bel Abbes, Samir Chibani, le Président directeur général du groupe "Ferrovia", Belamri Bouyoucef, ainsi que le Directeur de la même unité, Akkou Djamel, sachant que la reprise de l'activité est prévue

au mois de septembre prochain, après six ans d'arrêt. Le wali de Sidi Bel Abbes a souligné que la relance de l'activité de cette unité productive intervient dans le cadre de la concrétisation de la stratégie du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant la récupération d'usines et d'entreprises confisquées, permettant de générer des postes d'emploi, de renforcer les recettes de la commune, contribuer à créer la richesse et, par conséquent, augmenter les ressources de l'économie nationale en valorisant le produit local. Il a ajouté que, parallèle-

ment à l'opération de relance de cette unité, un foncier industriel a été réservé au niveau de la zone industrielle de Ras El Ma, avec la moitié de la surface de l'unité, en vue de son exploitation pour la réalisation d'une usine de fabrication de matériels de la voie ferrée destinés à l'Ouest du pays. Pour sa part, le Président directeur général du groupe Ferrovia, Belamri Bouyoucef, a déclaré que "parallèlement à la récupération de cette unité productive, un plan d'action a été mis en place pour sa ré-exploitation, où tous les travailleurs qui y ont exercé, auparavant, seront ré-

intégrés, soit 85 travailleurs, qui reprendront leurs postes avec une augmentation de leur nombre, ultérieurement, selon l'activité de l'unité". Le même responsable a fait savoir que "l'entreprise Ferrovia œuvre, à travers cette unité productive, qui constitue un plus à l'activité de l'entreprise, œuvre à s'adapter aux projets structurants lancés, dernièrement, dans le secteur de la voie ferrée, ce qui permettra de créer la richesse et générer des emplois", ajoutant que "la société devra concrétiser des projets à travers différentes régions".

TIARET

Des mesures supplémentaires pour la protection des forêts contre les incendies

La Conservation des forêts de la wilaya de Tiaret a pris, dernièrement, des mesures supplémentaires pour la protection du couvert végétal forestier contre les incendies, a-t-on appris mardi auprès de cette instance. Le Conservateur des forêts, Abdelkader Achour, a souligné que "ces mesures ont été prises eu égard à la canicule sévissant dans la région, aux profondeurs des forêts de pin d'Alep, surtout celles situées à Frenda et Tiaret, notamment en interdisant le camping". Parallèlement, des rencontres sont tenues entre les éléments des 18 équipes de surveillance, relevant du secteur, réparties à travers la wilaya, et des comités des riverains des forêts, durant lesquelles les mesures préventives contre les feux de forêts ont été rappelées, tout

en appelant à la vigilance en cas de détection de fumée ou de flammes. Le même responsable a déclaré qu'au début du mois de mai dernier, une colonne mobile avait été installée pour lutter contre les incendies de forêts en coopération avec la Direction de la protection civile, ainsi que la création de comités opérationnels au niveau des daïras et des communes, dont l'activité a consisté à la restauration des certains sentiers et l'épuration des espaces forestiers urbains des décharges anarchiques, en plus de l'épuration des bords de routes. La Conservation des forêts œuvre à la sensibilisation des citoyens, à travers des activités de terrain, en partenariat avec les organismes publics et les acteurs de la société civile, à l'instar de la Fédération

de wilaya des chasseurs, les Scouts musulmans algériens (SMA) et des associations de protection de l'environnement, outre le recours aux médias pour inculquer l'esprit de civisme dans ce domaine, notamment via les réseaux sociaux. Ces mesures préventives ont trouvé un écho favorable auprès des citoyens, permettant d'éviter le risque d'incendies, depuis trois ans, où la superficie touchée par les incendies n'a pas dépassé 1 hectare, l'année dernière. Par ailleurs, 44 agents riverains des forêts ont été recrutés comme surveillants saisonniers au niveau de 15 tours de contrôle, outre l'ouverture d'un nombre considérable de pistes et l'aménagement d'autres, ainsi que la réalisation de tranchées contre les flammes et l'aménagement de sources d'eau.

# La Silicon Valley et la course à la guerre automatisée

Les sociétés de capital-risque et les startups du secteur militaire de la Silicon Valley ont commencé leur offensive pour promouvoir une version de la guerre robotisée qui utilisera l'intelligence artificielle (IA) à grande échelle.

1<sup>ère</sup> partie

Par William D. Hartung (\*)

Ces entreprises et leurs PDG se lancent à présent à corps perdu dans cette technologie émergente, en balayant pratiquement tout risque de dysfonctionnements qui pourraient à l'avenir, conduire au massacre de civils, sans parler de la possible émergence de scénarios dangereux dans le cadre de l'escalade entre les grandes puissances militaires. Les raisons de cette fuite en avant tiennent notamment à une confiance mal placée dans les « armes miracles », mais surtout, cette vague de soutien aux technologies militaires émergentes est motivée par l'ultime raison d'être du complexe militaro-industriel : les profits considérables à engranger.

## Les techno-enthousiastes

Si certains militaires et membres du Pentagone s'inquiètent en effet des risques futurs liés à des armements dotés d'IA, les dirigeants du ministère de la défense sont pleinement satisfaits. Leur engagement résolu en faveur des technologies émergentes a été révélé au monde entier pour la première fois lors d'un discours prononcé en août 2023 par la secrétaire adjointe à la défense, Kathleen Hicks, devant la National Defense Industrial Association, le plus grand groupe commercial de l'industrie de l'armement du pays. Elle a profité de l'occasion pour annoncer ce qu'elle a appelé « l'initiative Replicator », un projet global visant à créer « un nouvel état de l'art – comme l'Amérique l'a fait par le passé – en s'appuyant sur des systèmes attritables [système à longue portée sans pilote, subsonique et autonomes dans tous les domaines, NdT] – qui sont moins coûteux, qui mettent moins de personnes dans la ligne de mire et qui peuvent être modifiés, mis à jour ou améliorés dans des délais beaucoup plus courts. » Hicks n'a pas hésité à souligner la principale raison d'être d'une telle course à la guerre robotisée : devancer et intimider la Chine. « Nous devons nous assurer que les dirigeants de la RPC (République populaire de Chine) se réveillent chaque jour, prennent en compte les risques inhérents à une agression et concluent que ce n'est pas le moment – et pas seulement aujourd'hui, mais tous les jours, d'ici 2027, d'ici 2035, d'ici 2049 et au-delà », a-t-elle déclaré. Le fait que Hick ait une confiance absolue dans la capacité du Pentagone et des fabricants d'armes américains à mener les futures techno guerres a été renforcé par un groupe de militaristes



New-Age de la Silicon Valley et au-delà, dont le fer de lance est constitué par des chefs d'entreprise tels que Peter Thiel de Palantir, Palmer Luckey d'Anduril, et des investisseurs en capital-risque tels que Marc Andreessen d'Andreessen Horowitz.

## Patriotes ou profiteurs mercantiles ?

Ces entreprises qui encouragent une nouvelle façon de faire la guerre se considèrent également comme une nouvelle génération de patriotes, capables de relever avec succès les défis militaires de l'avenir. En témoigne « Rebooting the Arsenal of Democracy », un long manifeste publié sur le blog d'Anduril. Il souligne la supériorité des startups de la Silicon Valley sur les mastodontes militaro-industriels de la vieille école, comme Lockheed Martin, quand il s'agit de fournir la technologie indispensable pour gagner les guerres de demain : « Il est vrai que les plus grandes entreprises de défense comptent dans leurs rangs des patriotes qui n'ont pas l'expertise logicielle ou le modèle commercial nécessaire pour construire la technologie dont nous avons besoin... Ces entreprises ont construit les outils qui ont assuré notre sécurité dans le passé, mais elles ne représentent pas l'avenir de la défense. » Contrairement à l'approche industrielle qu'il critique, Luckey et ses compatriotes d'Anduril cherchent une toute nouvelle façon de développer et de vendre des armes : « Les logiciels vont changer la façon dont les guerres sont menées. Le champ de bataille de l'avenir regorgera de dispositifs dotés d'une intelligence artificielle et sans pilote, qui combattront, recueilleront les données de reconnaissance et communiqueront à des vitesses époustouflantes. » À première vue, il paraît tout à fait

inattendu que Luckey ait pu se hisser aussi haut dans les rangs des dirigeants de l'industrie de l'armement. Il a fait fortune en créant l'appareil de réalité virtuelle Oculus, un gadget que les utilisateurs peuvent fixer sur leur tête afin de vivre des expériences en trois dimensions (avec la sensation d'être immergé dans ces scènes). Ses goûts vestimentaires le portent vers les sandales et les chemises hawaïennes, ce qui ne l'empêche pas de se consacrer entièrement à des activités dans le domaine militaire. En 2017, il a fondé Anduril, en partie avec le soutien de Peter Thiel et de sa société d'investissement, Founders Fund. Anduril fabrique actuellement des drones autonomes, des systèmes de commande et de contrôle automatisés et d'autres dispositifs destinés à accélérer la vitesse à laquelle le personnel militaire peut identifier et détruire des cibles. Thiel, mentor de Palmer Luckey, montre bien en quoi les dirigeants des nouvelles entreprises d'armement diffèrent des titans de l'époque de la guerre froide. Tout d'abord, il est entièrement acquis à Donald Trump. Il fut un temps où les dirigeants des grandes entreprises d'armement comme Lockheed Martin faisaient en sorte de maintenir de bonnes relations tant avec les Démocrates qu'avec les Républicains, en contribuant largement aux campagnes électorales des deux partis et de leurs candidats, et en engageant des lobbyistes disposant de relations dans les deux camps. La logique de cette démarche n'aurait pas pu être plus claire à l'époque. Ils voulaient sceller un consensus bipartisan afin de dépenser toujours plus au profit du Pentagone, l'une des rares choses sur lesquelles la plupart des membres clés des deux partis étaient d'accord. Ils voulaient également entretenir des relations particulièrement fructueuses quel que soit le parti contrôlant la Mai-

son Blanche et/ou le Congrès à tout moment. Les jeunes pousses de la Silicon Valley et leurs représentants sont également beaucoup plus virulents dans leurs critiques à l'égard de la Chine. Ils sont les plus froids (ou devrais-je dire les plus brûlants ?) des nouveaux combattants de la guerre froide de Washington, employant une rhétorique plus acerbe que celle du Pentagone ou des grands patrons. En revanche, ceux-ci édulcoraient généralement leurs critiques à l'encontre de la Chine ainsi que leur soutien aux guerres dans le monde entier, lesquelles ont contribué à arrondir leurs résultats nets grâce aux groupes de réflexion qu'ils ont financés à hauteur de dizaines de millions de dollars chaque année. L'entreprise principale de Thiel, Palantir, a également été critiquée pour avoir fourni des systèmes qui ont permis aux services d'immigration et de douane américains (ICE) de mener des opérations de répression sévères aux frontières, ainsi que des opérations de « police prédictive ». Cela (et vous n'en serez pas surpris) implique la collecte de grandes quantités de données personnelles sans mandat, en s'appuyant sur des algorithmes intégrant des préjugés raciaux qui conduisent à un ciblage et à une discrimination systématiques et injustes à l'égard des personnes de couleur. Pour bien comprendre comment les militaristes de la Silicon Valley envisagent la guerre de la prochaine génération, il faut se pencher sur les travaux de Christian Brose, directeur de la stratégie de Palantir. Ce dernier est un spécialiste de la réorganisation militaire depuis longtemps, il est aussi l'ancien collaborateur de feu le sénateur John McCain. Son livre Kill Chain est en quelque sorte la bible des partisans de la guerre automatisée. Son constat principal : le vainqueur d'un combat est celui qui peut le plus efficacement raccourcir la « chaîne de la mort » (le laps de temps qui s'écoule entre l'identification et la destruction d'une cible). Son livre part du principe que l'adversaire le plus probable dans la prochaine guerre technologique sera bel et bien la Chine et il se livre à une exagération des capacités militaires de Pékin, tout en surestimant ses ambitions militaires et en insistant sur le fait que devancer ce pays dans le développement de technologies militaires émergentes est le seul moyen de remporter une victoire dans le futur. Et attention, il ne faut pas oublier que la stratégie de Brose, qui consiste à raccourcir la chaîne de la mort, présente d'immenses risques. (A suivre)

## TUNISIE

**Les recettes fiscales dépassent les 20 milliards de dinars au premier semestre 2024**

Les recettes fiscales de l'Etat ont augmenté à la fin du premier semestre 2024 de 10,3% pour atteindre un montant de 20 870,1 MD contre 18 912,8 MD enregistrés une année auparavant. Pour rappel, la loi de finances 2024 prévoit des recettes fiscales à 49 160 MD. Les recettes non fiscales ont augmenté de 11,2% (1 853,7 MD à fin juin 2024 contre 1667 MD à fin juin 2023).

Selon les résultats provisoires de l'exécution du budget de l'Etat à fin juin 2024, la hausse des recettes fiscales au premier semestre s'explique notamment par la hausse de 15,9% des impôts directs pour atteindre 9 184,9 MD et l'augmentation de 6,3% des impôts indirects pour atteindre un montant de 11 685,2 MD. Dans la catégorie des impôts directs, les impôts sur les revenus ont atteint 6 316,8 MD en hausse de 9,9% par rapport au premier semestre 2023. Les impôts sur les salaires ont augmenté de 7,8% pour atteindre 4 391,6 MD. Les impôts sur les sociétés ont enregistré une hausse de 31,8% pour un montant global de 2 868,1 MD. Une hausse de 85,9% a été enregistrée au niveau des impôts sur les sociétés pétrolières. L'impôt sur les sociétés non pétrolières a augmenté de 20,4% pour atteindre les 2 361,3 MD. La répartition des impôts indirects montre que l'Etat a collecté un montant de 921,8 MD au titre des droits de douanes et un montant de 5 331,7 MD au titre de la TVA. Les droits de consommation ont augmenté de 1% pour atteindre un montant de 1 181,1 MD. Notons que d'autres impôts indirects ont augmenté de 11,5% (3 614,5 MD).

**Le Koweït annonce la découverte de larges gisements de pétrole et de gaz**

La Compagnie du Pétrole du Koweït (KPC) a annoncé, aujourd'hui, la découverte de grands gisements de pétrole brut léger et de gaz associé dans le champ d'Al Nokhatha, à l'est de l'île koweïtienne de Failaka. La compagnie a indiqué, dans un communiqué qu'elle a rendu public à cette occasion, que les estimations préliminaires des ressources en hydrocarbures dans la couche réservoir s'élèvent à environ 2,2 milliards de barils de pétrole brut léger et 1,5 trillion de pieds cubes standard de gaz, ce qui équivaut à 2,3 milliards de barils de pétrole. La société a précisé qu'il s'agit de données primaires ayant une forte probabilité d'améliorer et d'augmenter la quantité de ressources en hydrocarbures dans plusieurs couches et réservoirs à l'intérieur du champ offshore découvert. Finalement, la KPC a affirmé que cette découverte représente un tournant décisif dans ses efforts continus d'exploration des ressources en hydrocarbures dans la zone marine du Koweït.

## EGYPTE

**Ezz Steel fait face à une enquête antidumping de l'Union européenne**

*Ezz Steel a souligné son engagement envers les principes du commerce équitable et sa conformité aux règles commerciales établies par l'Organisation mondiale du Commerce.*

La société égyptienne Ezz Steel a reçu, mardi 13 août, une notification de la Commission européenne pour le commerce sur l'ouverture d'enquêtes antidumping concernant les importations d'acier laminé à chaud d'Egypte, d'Inde, du Japon et du Vietnam, suite à une plainte déposée par l'Association européenne de l'acier (EUROFER).

« La plainte demande l'imposition de droits antidumping sur les exportations égyptiennes, et donc sur les exportations de Ezz Steel seul exportateur égyptien d'acier laminé à chaud vers l'Union européenne », affirme un communiqué de la société publié sur le site « Bourse de Londres ».

La société ajoute que chaque exportateur devra présenter des données au cours des prochaines semaines. Selon elle, les en-

quêtes dureront un certain temps car la plainte concerne plusieurs pays et « les informations demandées doivent être très détaillées ».

« L'Union européenne (UE) est un marché très important pour les exportations d'acier laminé », a annoncé la société.

Ezz Steel a pour sa part souligné son engagement envers les principes du commerce équitable et sa conformité totale aux règles commerciales établies par l'Organisation mondiale du commerce. L'entreprise a souligné qu'elle coopérera pleinement avec l'autorité d'enquête de l'UE, en présentant toutes les données et les arguments « pour protéger ses intérêts ainsi que ceux de l'industrie locale égyptienne ».

D'autre part, le prix d'une action de « Ezz Steel » a chuté de 2,66 % mardi, atteignant

93,94 livres après l'annonce d'une plainte de l'Association européenne de l'acier concernant une enquête antidumping sur les produits de l'entreprise sur le marché européen.

Ezz Steel a actuellement quatre usines dans la ville de Sadat, du 10e Ramadan, de Suez et d'Al-Dekheila à Alexandrie, avec une capacité de production d'environ 7 millions de tonnes de barres d'acier et d'acier laminé par an, selon les données de l'entreprise sur sa plateforme.

En effet, l'entreprise a travaillé en vue d'augmenter ses exportations l'année dernière pour compenser la baisse de ses ventes locales. Les exportations d'acier représentent 63 % des ventes de l'entreprise. Les exportations d'acier laminé ont augmenté de 103 % pour atteindre 1,4 millions de tonnes en 2023.

## ARABIE SAOUDITE

**Une analyse économique témoigne de sa résilience face aux défis mondiaux**

L'Arabie saoudite a fait preuve d'une résilience et d'une flexibilité croissantes pour relever les défis mondiaux, comme le souligne la dernière analyse économique.

Ces résultats ont été mis en lumière lors d'une réunion virtuelle du Conseil des affaires économiques et du développement, qui a examiné des rapports clés, y compris une mise à jour mensuelle du ministère de l'Economie et de la Planification sur les performances économiques mondiales et nationales pendant le mois d'août.

L'analyse reconnaît que les évolutions récentes reflètent les efforts continus du pays pour renforcer sa base financière et diversifier son économie, rapporte l'Agence de presse saoudienne.

La résilience économique du pays se reflète dans la baisse continue des taux d'inflation, qui sont tombés à 1,5 % en

juin, et dans l'augmentation annuelle de 8,2 % des exportations de produits de base en mai, soulignant l'impact des efforts de diversification économique.

La réunion comprenait également une analyse des perspectives économiques mondiales et de leurs implications pour l'économie nationale. En outre, le conseil a examiné le rapport financier du ministère des Finances pour le deuxième trimestre, qui détaille les indicateurs des recettes, des dépenses et de la dette publique.

Le rapport aborde les améliorations de la qualité des services, les programmes de protection sociale, le développement des infrastructures et les progrès des projets stratégiques conformes à l'initiative saoudienne Vision 2030.

Le conseil a également examiné un rapport du Bureau de gestion des projets du secrétariat du Conseil des affaires écono-

miques et du développement, qui a suivi la mise en œuvre des décisions et des recommandations du deuxième trimestre 2024.

La présentation comprenait un compte rendu détaillé des statistiques du conseil en matière de performance et de conformité.

Ledit conseil a également examiné le rapport annuel du Conseil du contenu numérique sur les performances du programme de contenu numérique en 2023. Le rapport souligne la croissance du contenu numérique au sein du Royaume, les principaux exploits et une vue d'ensemble de l'état du programme, y compris les initiatives achevées et en cours, les défis et les solutions proposées.

Le conseil a ensuite pris les décisions et les recommandations nécessaires sur la base de ces rapports.

## IRAN

**Le renforcement des relations et la situation régionale au centre de discussions irano-britanniques**

Le président iranien Massoud Pezeshkian et le Premier ministre britannique Keir Starmer ont discuté des relations bilatérales et des développements en Asie de l'Ouest et dans le monde, y compris la situation en Palestine, selon un communiqué publié mardi sur le site officiel de la présidence iranienne. Dans un entretien téléphonique lundi soir, les deux parties ont discuté des moyens d'améliorer les relations entre l'Iran et le

Royaume-Uni, et d'assurer la paix et la stabilité en Asie de l'Ouest et dans le monde, selon le communiqué. Le président iranien a exprimé sa volonté d'améliorer les relations bilatérales et de reprendre les pourparlers pour une relance de l'accord sur le nucléaire de 2015 entre l'Iran et les puissances mondiales, soulignant que la clé pour faire des négociations sur le nucléaire un succès était que toutes les parties honorent leurs engagements. Il a jugé

"irresponsable et en contradiction avec le droit international" le silence des organisations internationales à l'égard des "crimes inhumains et sans précédent à Ghaza et des actes terroristes dans la région" perpétrés par les forces sionistes, ainsi que le soutien de certains pays occidentaux à l'entité sioniste, estimant qu'une telle approche a mis en danger la paix et la sécurité dans la région et dans le monde en encourageant l'entité sioniste à poursui-

vre ses crimes. De son côté, le Premier ministre britannique a appelé à la cessation du conflit et à un début rapide de la livraison d'aides aux habitants de Ghaza, appelant l'Iran à contribuer davantage à ces processus. M. Starmer a exprimé la volonté de son pays de promouvoir ses relations avec l'Iran, et l'espoir que les nouveaux ambassadeurs des deux pays débutteraient leur mission aussi tôt que possible.

HAUSSE DES PRIX EN RDC

Enjeux autour de la réponse de l’Etat

La volonté politique de lutte contre l’inflation ouvre des opportunités pour des investisseurs qui sont prêts à les analyser, et les comprendre.

La République démocratique du Congo (RDC) s'apprête à lancer un plan ambitieux visant à freiner l'inflation et à stimuler le pouvoir d'achat de ses citoyens. Daniel Mukoko Samba (photo), vice-Premier ministre chargé de l'Economie, a annoncé un ensemble de mesures ciblant neuf produits de première nécessité, dans un contexte où l'inflation pèse lourdement sur le budget des ménages congolais. Le gouvernement prévoit de réduire entre 5%, 25% et 50% de droits de taxes et prélèvements divers, selon les cas, pour neuf groupes de produits essentiels. Ces produits comprennent le maïs, la farine de maïs, le lait en poudre, le riz importé, la volaille, le poisson, la viande et l'huile végétale. En outre, divers taxes et prélèvements imposés par des agences publiques telles que l'Office congolais de contrôle (OCC) et la Direction générale des douanes et accises (DGDA) seront soit réduits, soit supprimés. Malgré ces efforts, M. Mukoko reconnaît que ces mesures ne suffiront pas à elles seules à résoudre le problème de l'inflation. Les taxes ne représentent que 22%

du prix final des produits, tandis que les coûts de transport ajoutent 19% supplémentaires. De plus, certains importateurs anticipent les fluctuations du taux de change dollar/franc congolais dans leurs marges, ce qui contribue à maintenir des prix élevés. La Banque centrale de la RDC vise un taux d'inflation de 11% contre 15,3% fin juin 2024. Ce chiffre reste élevé par rapport à l'objectif de 3% en Afrique centrale et au taux de 5% au Rwanda, soulignant l'ampleur du défi auquel le pays est confronté. Cette initiative de lutte contre la vie chère ouvre également des opportunités d'investissement dans un pays où le dollar américain est largement accepté dans les transactions quotidiennes. Le secteur de la logistique, avec ses coûts parmi les plus élevés au monde, présente un potentiel lucratif pour les investisseurs. Le gouvernement se dit ouvert aux discussions avec le secteur privé pour développer la substitution aux importations, notamment dans la production de maïs où un déficit de 10 millions de tonnes persiste sur un marché de près de 100

millions d'habitants. Les effets de ces mesures ne seront pas immédiats. Le gouvernement prévoit une période d'observation pour surveiller l'écoulement des stocks existants et s'engage à être plus vigilant face aux activités spéculatives qui pourraient compromettre les efforts de stabilisation des prix. A long terme, M. Mukoko Samba reconnaît la nécessité d'investissements structurels, notamment dans les infrastructures de stockage et de conservation. Dans la région du Kasai, par exemple, 30% de la production de maïs est perdue en raison du manque de logistique adéquate. Ces défis signalent toutefois le fait que la RDC offre des opportunités uniques pour les investisseurs qui lisent au-delà des perceptions classiques des risques. Avec son secteur bancaire innovant, illustré par des institutions comme la Rawbank, et un vaste marché en développement, le pays a le potentiel d'attirer des acteurs prêts à participer à son développement économique tout en bénéficiant de son potentiel de croissance aussi bien en termes de revenus que des marges.

CHINE

Création d’une filiale du CCMG à Hunan pour booster l’activité économique avec l’Afrique

Le China Communications Media Group, basé à Taiwan, aspire à étendre son réseau de vente de véhicules électriques en Afrique, le groupe créera tout d'abord une filiale au China-Africa Economic and Trade Headquarters Building à Changsha, capitale provinciale du Hunan, profitant de nombreuses politiques préférentielles et d'une concentration d'entreprises chinoises et africaines sur le site. "Nous souhaitons depuis longtemps explorer le marché africain", déclare Liu Yao-yuan, prési-

dent du groupe. "Aujourd'hui, un grand nombre d'entreprises ayant les mêmes objectifs se réunissent ici. Je suis convaincu que nos échanges et notre coopération conduiront à une prospérité commune." Inauguré le 13 juin, le China-Africa Economic and Trade Headquarters Building constitue le dernier emblème sino-africain dans le Hunan, l'une des provinces chinoises les plus actives en matière de relations économiques avec l'Afrique et un pionnier dans la coopération sino-africaine. Depuis son

lancement, plus de 30 entreprises et associations dans les domaines tels que l'ingénierie, les technologies et la recherche, ainsi que les télécommunications se sont installées dans le bâtiment. Les échanges de celui-ci avec l'Afrique devraient atteindre 30 milliards de yuans (environ 4,2 milliards de dollars) pendant les trois prochaines années. La Chine est restée le plus grand partenaire commercial de l'Afrique pour la 15e année consécutive, le commerce bilatéral atteignant un montant record de 282,1

milliards de dollars en 2023, selon le ministère du Commerce. Ces dernières années, la Chine a mis en place divers mécanismes afin de stimuler la coopération entre les entreprises privées chinoises et africaines, en particulier l'Exposition économique et commerciale Chine-Afrique et la Zone pilote de libre-échange de Chine (Hunan). Le Hunan accueille souvent ces politiques pionnières grâce à ses atouts en matière de technologies agricoles, de fabrication d'équipements et de construction d'infrastructures.

AFRIQUE DU SUD

Le taux de chômage atteint 33,5% entre avril et juin 2024

C'est la troisième hausse consécutive du chômage depuis le quatrième trimestre 2023 et la deuxième plus forte au deuxième trimestre, depuis le confinement lié à la covid-19 en 2020, a souligné Stats SA. Le taux de chômage en Afrique du Sud a atteint 33,5 % de la population active au deuxième trimestre 2024, selon les données publiées le mardi 13 août par l'Agence sud-africaine de statistiques (Stats SA). Ce chiffre marque une légère augmentation par rapport au taux de 32,9 % enregistré au trimestre précédent. Selon l'Agence, cette hausse s'explique principalement par des pertes d'emplois dans les secteurs formel et agricole. En revanche, l'emploi dans le secteur informel a connu une amélioration, avec 48 000 postes sup-

plémentaires créés entre avril et juin 2024. Le nombre de chômeurs en Afrique du Sud a ainsi grimpé de 158 000 personnes, atteignant un total de 8,38 millions à la fin du deuxième trimestre contre 8,22 millions au trimestre précédent. C'est la troisième hausse consécutive du chômage depuis le quatrième trimestre 2023 et la deuxième plus forte au deuxième trimestre depuis le confinement lié à la covid-19 en 2020, a souligné Stats SA. Dans un contexte de crise économique persistante, la réduction du taux de chômage est une priorité cruciale en Afrique du Sud. Le gouvernement de coalition, formé à l'issue des élections de mai dernier, a réaffirmé son engagement à lutter contre ce fléau. Dans son discours sur l'état de la nation en février dernier, le président Cyril Ra-

maphosa avait souligné l'urgence de s'attaquer au problème du chômage, en particulier chez les jeunes. En réponse à cette crise, le gouvernement a lancé en avril 2024 le programme « Unemployment Insurance Fund Labour Activation Programme » (LAP), avec un investissement de 1,3 milliard de dollars. Celui-ci vise à revitaliser le marché de l'emploi en ciblant des secteurs clés tels que l'agriculture, les technologies de l'information et de la communication (TIC), la construction, l'ingénierie, la fabrication, l'éducation, les transports et les mines. Le LAP prévoit ainsi de soutenir 704 000 chômeurs à travers 333 projets recommandés, offrant des formations, un appui aux petites entreprises et des opportunités d'emploi sur une période de 12 à 36 mois.

ONU

Plus de 700.000 personnes touchées par les inondations en Afrique de l’Ouest et Centrale

Des pluies torrentielles et de graves inondations ont touché plus de 700.000 personnes en Afrique de l'Ouest et Centrale, à peine deux mois après le début de la saison des pluies, a annoncé mardi lors d'un point de presse quotidien Farhan Haq, porte-parole adjoint du secrétaire général des Nations unies. Selon le porte-parole, plus de 700.000 personnes ont été touchées par des pluies torrentielles et de graves inondations en République centrafricaine, au Tchad, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, au Liberia, au Niger, au Nigeria, au Mali et au Togo. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) s'est quant à lui dit préoccupé par les inondations dans la région. Selon l'OCHA, au Tchad, pays le plus touché, plus de 245.000 personnes ont été affectées par les inondations en quelques semaines seulement, et les inondations ont détruit ou endommagé plus de 60.000 maisons, perturbé des écoles et des installations médicales et entravé l'accès aux soins de santé et à l'éducation. Les Nations unies et leurs partenaires soutiennent les interventions des gouvernements de la région, notamment par la distribution de nourriture, d'abris, d'eau et d'assainissement, a assuré M. Haq.(APS)

CONGO-BRAZZAVILLE

L’insécurité alimentaire grave touche 59 % de la population

L'insécurité alimentaire grave touche 59 % de la population de la République congolaise, ont averti mardi les experts de la Banque mondiale lors de la présentation d'un rapport de suivi de la situation économique et financière de ce pays. "L'inflation s'est accélérée en 2023 atteignant 4,3 % en moyenne. La pauvreté généralisée persiste avec près d'un Congolais sur deux vivant avec moins de 2,15 dollars par jour", souligne le rapport. La Banque mondiale projette une croissance de 3,5% pour l'économie congolaise cette année, contre 1,9% en 2023. "La croissance devrait atteindre 3,5 % en 2024, soutenue par les activités pétrolières comme non pétrolières qui devraient croître respectivement de 4,2 % et 3,5 %", précise le rapport. Mais, "cette reprise demeure fragile en raison de l'instabilité de la production pétrolière", prévient le rapport, tout en appelant aux autorités congolaises à "concevoir des instruments fiscaux efficaces pour une foresterie et une croissance économique durables".

POINT-MARCHÉS

Les Bourses asiatiques ouvrent en ordre dispersé

La Bourse de Tokyo progressait mercredi dans la matinée, soutenue par le soulagement de Wall Street la veille après la publication d'un ralentissement de la hausse des prix de gros aux États-Unis, tandis que les places chinoises ouvraient de leur côté en ordre dispersé. L'indice vedette de la capitale nippone gagnait 0,5% à 36.414,58 points vers 01h10 GMT, et l'indice élargi Topix prenait 0,99% à 2.578,86 points.

«Le Nikkei devrait commencer la journée sur une note de fermeté, soutenu par la hausse du Nasdaq à Wall Street, qui devrait entraîner les valeurs liées aux semi-conducteurs», a commenté Ryo-taro Sawada du Tokai Tokyo Intelligence Lab. Cependant, «des prises de bénéfices sont probables après la forte hausse d'hier, et le yen légèrement plus fort est susceptible d'être un facteur limitant le mouvement de hausse», a-t-il ajouté.

«L'humeur de Wall Street s'est considérablement améliorée»

Les Bourses chinoises ouvraient pour leur part sans direction claire. L'indice

Hang Seng de Hong Kong bondissait de 0,11% à 17.192,80 points à l'ouverture. L'indice composite de Shanghai reculait de son côté de 0,31% à 2.859,19, quand celui de Shenzhen baissait de 0,50% à 1.546,60 points. La Bourse de New York avait applaudi la veille un premier signe positif allant dans le sens d'un ralentissement de l'inflation aux États-Unis et d'un desserrement monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) en septembre, ce qui a fait redescendre les taux obligataires. Selon Stephen Innes de SPI Asset Management, «l'humeur de Wall Street s'est considérablement améliorée, et il ne s'agit pas seulement des fluctuations habituelles du marché.» Mardi, une bouffée d'air frais a été apportée par les

prix à la production américains (PPI), qui se sont révélés inférieurs aux prévisions. «Les acteurs du marché, toujours nerveux, y ont vu une incitation à recalibrer leurs paris sur les taux d'intérêt, prouvant une fois de plus que même les notes les plus douces peuvent résonner haut et fort dans la symphonie financière», a-t-il ajouté. Les investisseurs attendaient désormais la confirmation de ces symptômes avec l'indice des prix à la consommation (CPI) pour juillet, qui doit être publié ce mercredi.

Les cours du pétrole dans le vert

Le titre du géant technologique Soft-Bank Group gagnait 2% à 8.041 yens

dans la foulée de la hausse du Nasdaq à Wall Street, tandis que dans le secteur des semi-conducteurs Tokyo Electron lâchait 0,6% après son envolée de mardi et Advantest montait de 1,2%. Le dollar reflétait après l'annonce d'un ralentissement des prix de gros aux États-Unis, s'échangeant pour 147,08 yens vers 01h10 GMT, contre 147,17 yens mardi à 21h00 GMT. L'euro valait 161,68 yens contre 161,76 yens la veille, et 1,0992 dollar contre 1,0991 dollar mardi. Les cours du pétrole étaient dans le vert: le baril de WTI américain gagnait 0,61% à 78,83 dollars et celui de Brent de la mer du Nord progressait de 0,53% à 81,12 dollars vers 01h00 GMT.

L'Europe ouvre en hausse avant les données sur l'inflation américaine

Les principales Bourses européennes sont en hausse en début de séance mercredi, à quelques heures de la publication des données de l'inflation pour le mois de juillet aux États-Unis et dans un contexte d'appétit pour le risque avec l'optimisme renouvelé sur les baisses des taux de la Réserve fédérale. À Paris, le CAC 40 gagne 0,67% à 7.324,50 points vers 7h35 GMT. À Londres, le FTSE 100 prend 0,40% et à Francfort, le Dax avance de 0,51%. L'indice EuroStoxx 50 est en hausse de 0,53%, le FTSEurofirst 300 de 0,42% et le Stoxx 600 de 0,44%. Les données sur les prix à la production aux États-Unis, publiées mardi, ont révélé une progression moins forte qu'attendu en juillet, alors que la hausse du coût des matières premières a été compensée par le repli des prix des services, suggérant que l'inflation a continué de ralentir. Les investisseurs attendent désormais la publication des prix à la consommation à 12h30 GMT puis, jeudi, les ventes au détail aux États-Unis pour confirmer le scénario d'une importante baisse des taux de la Fed lors de sa réunion de politique monétaire le

mois prochain. En attendant, les investisseurs scruteront les données sur l'emploi et le PIB en zone euro dont la publication est prévue à 09h00 GMT. L'inflation britannique a accéléré à 2,2% après s'être maintenue sur deux mois consécutifs à l'objectif de 2% fixé par la Banque d'Angleterre (BoE), selon les chiffres officiels publiés mercredi. En France, l'indice des prix à la consommation harmonisé selon les normes européennes (IPCH) a progressé de 2,7% sur un an en juillet, notamment en raison d'une accélération des prix de l'énergie, d'après les données publiées mercredi par l'Insee. Aux valeurs, UBS prend 1,3% après avoir fait état mercredi d'un bénéfice net au deuxième trimestre bien au-dessus des attentes, alors que la banque entre dans une nouvelle étape de l'intégration de son ancien rival Credit Suisse. TUI prend 2,3% après avoir enregistré une hausse plus importante que prévu de son bénéfice d'exploitation au troisième trimestre, tandis que JDE Peets gagne 5,2% sur un relèvement de recommandation de Jeffries.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

| Cours du : 14 Août 2024<br>Valeur : 16 Août 2024 |         |                     |             |             |
|--------------------------------------------------|---------|---------------------|-------------|-------------|
| BASE                                             | DEVISES |                     | COURS ACHAT | COURS VENTE |
| 1                                                | USD     | US DOLLAR           | 134.1996    | 134.2146    |
| 1                                                | EUR     | EURO                | 147.6867    | 147.7166    |
| 1                                                | GBP     | POUND STERLING      | 172.3601    | 172.4015    |
| 100                                              | JPY     | JAPANESE YEN        | 91.1434     | 91.1598     |
| 1                                                | CNY     | CHINESE YUAN        | 18.7763     | 18.7797     |
| 1                                                | CHF     | SWISS FRANC         | 155.3776    | 155.4129    |
| 1                                                | CAD     | CANADIAN DOLLAR     | 97.8916     | 97.9097     |
| 1                                                | DKK     | DANISH KRONE        | 19.7911     | 19.7945     |
| 1                                                | SEK     | SWEDISH KRONA       | 12.8540     | 12.8579     |
| 1                                                | NOK     | NORWEGIAN KRONE     | 12.5394     | 12.5442     |
| 1                                                | AED     | UAE DIRHAM          | 36.5348     | 36.5448     |
| 1                                                | SAR     | SAUDI RIYAL         | 35.7427     | 35.7524     |
| 1                                                | KWD     | KUWAITI DINAR       | 438.4175    | 438.6098    |
| 1                                                | TND     | TUNISIAN DINAR      | 43.2337     | 43.6683     |
| 1                                                | MAD     | MOROCCAN DIRHAM     | 13.6841     | 13.6856     |
| 1                                                | LYD     | LIBYAN DINAR        | 27.4156     | 27.5561     |
| 1                                                | MRU     | MAURITANIAN OUGUIYA | 3.3796      | 3.3901      |
| 1                                                | SDR     | SPEC. DRA. RIGHTS   | 179.0826    | 179.0826    |

PARIS

Dynamique haussière, franchit les 7300 points

La Bourse de Paris poursuit ce matin le rebond amorcé hier en fin de séance et s'arroge 0,7%, vers 7325 points, un certain optimisme semblant l'emporter après les récentes données témoignnant d'un reflux de l'inflation aux États-Unis. Encore sous le choc du brusque trou d'air traversé lors de la seconde quinzaine du mois de juillet, les investisseurs espèrent trouver un peu de répit aujourd'hui avec les nombreux rendez-vous économiques à l'agenda. A la suite des chiffres rassurants des prix producteurs publiés hier aux États-Unis, les intervenants attendent ce mercredi, à 14h30, la statistique des prix à la consommation (CPI) américaine pour le mois de juillet.

L'indice 'core' hors alimentation et énergie, le plus suivi par la Réserve fédérale, devrait se maintenir à 3,3% sur un an, ce qui ne devrait pas empêcher la Fed de réduire ses taux directeurs le mois prochain. Au vu des inquiétudes qui entourent la possibilité d'une retombée en récession de l'économie américaine, les marchés devraient surtout se tourner, demain, vers les chiffres des ventes au détail aux États-Unis, qui pourraient s'avérer déterminants pour les marchés. D'après les stratégies, chaque chiffre indiquant que l'économie ne se dirige pas vers la récession, mais plutôt vers un atterrissage en douceur, constituera un facteur d'apaisement pour les marchés dans les semaines à venir. Les résultats du géant américain de la dis-

tribution Walmart, prévus demain, seront à cet égard très attendus et pourraient venir là encore un peu plus éclaircir l'horizon des marchés. Dans cette perspective, le mouvement de vente généralisée de la semaine dernière s'est interrompu hier à Wall Street, à la faveur de quelques rachats à bon compte sur les valeurs technologiques, notamment celles liées à l'IA. Conséquence, le Dow Jones s'est adjugé plus de 1%, le S&P 500 a bondi d'environ 1,7% et le Nasdaq Composite s'est adjugé plus de 2,4%. Si rien n'indique que l'épisode de volatilité soit terminé, les dernières séances ont été bien plus calmes, comme l'illustre la chute de l'indice VIX, retombé à 18,1 hier après le pic de 59 atteint il y a dix jours.

En Europe aussi, les intervenants espèrent que les prochaines indicateurs économiques permettront d'éloigner la perspective d'un éventuel retour de la récession. En attendant, les marchés ont pris connaissance ce matin d'une hausse de 2,3% sur un an des prix à la consommation en France en juillet, un taux annuel en légère hausse après celui de +2,2% de juin, selon l'Insee qui confirme donc son estimation provisoire pour le mois dernier. Au Royaume-Uni, l'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 2,2% au cours de la période de 12 mois se terminant en juillet 2024, soit un taux annuel en hausse de 0,2 point par rapport à celui observé le mois précédent, d'après l'office national de statistiques.

## JAPON

# Le premier ministre Fumio Kishida va quitter le pouvoir

Fumio Kishida, 67 ans, en poste depuis octobre 2021, a vu sa cote de popularité chuter en raison de la forte inflation et d'un scandale financier qui touche son parti.

Le premier ministre japonais Fumio Kishida a l'intention de se retirer de la course à la tête de son parti en septembre, ce qui signifie qu'il quittera son poste de chef du gouvernement, rapportent les médias locaux mercredi 14 août. «Dans cette élection pour la présidence (du parti), il est nécessaire de montrer au peuple que le PLD (le Parti libéral-démocrate au pouvoir, NDLR) est en train de changer. La première étape la plus évidente pour montrer que le PLD va changer est que je me retire. Je ne me présenterai pas à la prochaine élection pour la présidence» du parti, a déclaré Kishida lors d'une conférence de presse. «J'ai pris cette lourde décision avec la ferme conviction que la politique n'est possible qu'avec la confiance du peuple et que nous avancerons dans la réforme politique», a-t-il ajouté. Le Parti libéral-démocrate (PLD), au pouvoir au Japon presque sans interruption depuis 1945, doit organiser une élection interne pour désigner son leader en septembre. Fumio Kishida, 67 ans, est en poste depuis octobre 2021 et a vu sa cote de popularité chuter, fortement affaibli par l'inflation qui frappe les foyers japonais et des scandales politico-financiers qui touchent

le PLD. La cote de popularité de son gouvernement stagne autour de 25% cette année, selon un sondage NHK. La quatrième économie mondiale a également du mal à se remettre en marche, après la période Covid, avec une production industrielle en repli de 0,7% au premier trimestre 2024.

## Scandale lié au financement politique

En novembre, Kishida avait annoncé un plan de relance d'une valeur de plus de 100 milliards de dollars à l'époque (17.000 milliards de yens) alors qu'il tentait de réduire la pression de l'inflation. Ayant vu les prix stagner pendant des années, les Japonais vivent mal leur hausse depuis que la Russie a envahi l'Ukraine en 2022, faisant grimper les coûts de l'énergie. Malgré une certaine reprise ces dernières semaines, le yen a été l'une des devises les moins performantes au monde au cours de l'année écoulée, chutant fortement par rapport au dollar. Même si cela est plutôt une bonne nouvelle pour les exportateurs japonais, cela rend les importations plus chères et alimente l'inflation. Fumio Kishida, qui a supervisé l'amélioration des relations avec la Corée du Sud, au-

rait pu en théorie gouverner jusqu'à l'automne 2025. Mais depuis des mois, son parti (droite conservatrice) est touché par un scandale lié au financement politique. Au centre de l'affaire, des paiements présumés à des membres du parti, accusés d'avoir dépassé les quotas de ventes de billets pour des collectes de fonds. Un choix de compromis Dès son arrivée au pouvoir, Fumio Kishida était apparu comme un choix de compromis par le PLD. Cet élu de Hiroshima (ouest du Japon) à la Chambre basse depuis 1993 - comme son père et son grand-père avant lui, cultivait un esprit de consensus à défaut d'un charisme convaincant. Comme il ne dirigeait qu'une petite faction parlementaire modérée du PLD, il a constamment dû donner des gages à d'autres courants plus puissants de son parti, notamment son aile ultra-nationaliste que contrôlait son ancien mentor et ex-Premier ministre Shinzo Abe jusqu'à son assassinat en 2022. Cette décision de Fumio Kishida de quitter la tête du parti et donc du gouvernement, lance la course à sa succession, qui devrait être indécise. Aucun leader n'apparaît comme une évidence pour le remplacer.

## CHILI

## Les travailleurs de la plus grande mine de cuivre du monde entament une grève

Les travailleurs d'Escondida, la plus grande mine de cuivre du monde située dans le nord du Chili, ont entamé une grève mardi 13 août faute d'être parvenus à un accord sur une nouvelle convention collective avec leur employeur, le groupe australien BHP, a annoncé leur syndicat. «Aujourd'hui, la grève légale des membres du Syndicat des travailleurs N°1 a commencé en raison de l'impossibilité de parvenir à un accord avec Escondida-BHP», a fait savoir le syndicat dans un

communiqué. Les syndicats d'Escondida, qui avaient approuvé cet appel à la grève le 1er août, réclament de longue date que 1% des dividendes que se versent les investisseurs étrangers de la mine, qui produit 5,4% du cuivre mondial, soient distribués aux travailleurs. Selon les médias locaux, BHP a proposé de verser un bonus de 28.900 dollars à chaque travailleur, mais le syndicat estime que 1% des dividendes équivaut à 36.000 dollars par travailleur. Dans son com-

muniqué, le syndicat a affirmé que «les demandes fondamentales des travailleurs», parmi lesquelles le respect des temps de repos, «n'ont pas été prises en compte par l'entreprise».

## 740 milliards de dollars de pertes

BHP a pour sa part affirmé qu'il «regrette» la décision des travailleurs malgré ses «efforts répétés pendant tout le processus pour présenter des propositions contenant des

améliorations substantielles de l'actuelle convention collective, qui est déjà un des meilleures de l'industrie.» Située dans le désert d'Atacama, la mine d'Escondida est contrôlée par BHP à 57,5%. Les autres actionnaires sont l'australien Rio Tinto (30%) et le japonais Jeco (12,5%). En 2017, les travailleurs d'Escondida avaient observé une grève de 44 jours, la plus longue de l'histoire minière chilienne, ce qui avait provoqué 740 millions de dollars de pertes.

## EN COMPLÉMENT DU PIB

## L'ONU lance l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle

L'Assemblée générale de l'ONU a officiellement lancé mardi l'«indice de vulnérabilité multidimensionnelle» (MVI), indicateur réclamé par les petits États insulaires victimes du réchauffement comme un complément du PIB pour mesurer le développement et accéder aux financements internationaux. Depuis les années 1990, beaucoup de petits États insulaires en développement (PEID) pas suffisamment pauvres en terme de PIB par habitant pour avoir accès aux financements préférentiels des banques multilatérales de développement, réclament la mise en place d'autres outils de mesure prenant en compte leur vulnérabilité particulière aux chocs extérieurs, notamment les impacts du changement

climatique. Après des années de discussions internationales pour préciser les contours de ce nouvel outil, l'Assemblée générale a finalement adopté mardi par consensus une résolution qui met concrètement l'indice sur les rails, en chargeant l'ONU et un comité d'experts indépendants de le tenir à jour.

## Indice «volontaire»

Basé sur les conclusions d'un groupe de haut niveau de l'ONU, il incorpore des indicateurs liés aux vulnérabilités structurelles et au manque de résilience économique, environnementale et sociale d'un Etat: dépendance aux importations, exposition aux événements météo extrêmes et

aux pandémies, impact des violences régionales, réfugiés, pression démographique, ressources en eau et en terres arables, mortalité infantile... S'il a été initialement proposé par les PEID, l'indice MVI «vise à rendre compte des vulnérabilités exogènes et du manque de résilience face aux chocs exogènes de tous les pays en développement, de manière à assurer la crédibilité et la comparabilité», précise la résolution. Le texte note également que l'indice est «volontaire», mais appelle les diverses entités de l'ONU, les partenaires de développement et les banques de développement à «envisager» son utilisation en complément des politiques existantes.

## FRANCE

## L'Insee confirme une inflation de 2,3% sur un an en juillet

L'inflation en France s'est élevée à 2,3% sur un an en juillet, en légère hausse par rapport à juin (2,2%) en raison principalement de l'accélération des prix de l'énergie, a confirmé mercredi l'Insee dans son estimation définitive. Sur un mois, l'inflation s'est élevée à 0,2% (révisée en hausse de 0,1 point par rapport à la première estimation) contre 0,1% en juin, et l'IPCH, indice harmonisé qui permet les comparaisons entre pays européens, a augmenté de 0,2% également (confirmé), comme en juin. Sur un an, l'IPCH a augmenté de 2,7% (révisé en hausse de 0,1 point), après 2,5% en juin. L'inflation sous-jacente en revanche, particulièrement regardée par la BCE pour fixer ses taux d'intérêt, et qui ne prend pas en compte les produits aux prix les plus volatils comme l'énergie ou l'alimentation, a ralenti et s'est stabilisée à 1,5% en juillet, après 1,8% en juin. La hausse des prix de 2,3% sur un an s'explique donc par l'accélération des prix de l'énergie sur la période (+8,5% après +4,8% en juin), et particulièrement ceux du gaz (+11,4% après -10,8%). On observe parallèlement un ralentissement des prix des services (+2,6% après +2,9% en juin) ainsi que de ceux de l'alimentation (+0,5% après +0,8%). Les prix du tabac (+8,7%) et des produits manufacturés (stables) évoluent au même rythme qu'en juin. Sur le mois, la hausse de 0,2%, qualifiée de «légère» par l'Insee, est le fruit d'une hausse des prix des services de 1,2% après +0,3% en juin, particulièrement de ceux des transports et de l'hébergement «comme chaque année en été», ainsi que des prix de l'énergie (+1,4% après -0,8% en juin). Les prix des produits manufacturés sont en baisse en raison des soldes d'été (-2,3% après +0,1%), comme les prix de l'alimentation (-0,2% comme en juin). Les prix du tabac sont stables comme en mai et en juin. Les prix à la consommation corrigés des variations saisonnières augmentent de 0,4% en juillet, après être restés stables en juin.

## ROYAUME-UNI

## L'inflation rebondit légèrement en juillet à 2,2%

L'inflation a accéléré au Royaume-Uni en juillet, à 2,2% sur un an contre 2% en juin à cause des prix de l'énergie. C'est le premier rebond depuis décembre, a précisé l'Office britannique des statistiques mercredi dans son rapport mensuel. Ce taux d'inflation dépasse de nouveau l'objectif de 2% fixé par la Banque d'Angleterre. L'institution a procédé à une première baisse de taux d'intérêt depuis 2020 en début de mois, à 5% contre 5,25% auparavant, mais a dit s'inquiéter encore d'une persistance de l'inflation. Pour le centre de réflexion Capital Economics, le rebond de l'inflation est cependant plus faible que ne l'anticipaient les analystes et "la chute nette de l'inflation dans les services (...) va rassurer la Banque d'Angleterre sur le fait que le processus de désinflation est bien en route". "Cela ouvre la porte à plus de baisses de taux cette année", a estimé Capital Economics dans une note d'analyse. La livre baissait légèrement mercredi cédant 0,29% à 1,2826 dollar, tandis que l'euro gagnait 0,40% à 0,8582 livre, signe que le marché table sur une baisse de taux de la Banque d'Angleterre.

## Elon Musk, patron de Tesla, bientôt dans l'administration Trump ?



Lors d'une longue conversation sur la plateforme de médias sociaux X, le candidat républicain à la présidence Donald Trump a indiqué qu'il adorerait avoir Elon Musk dans sa prochaine administration. Une éventualité que ne rejette pas le patron de Tesla.

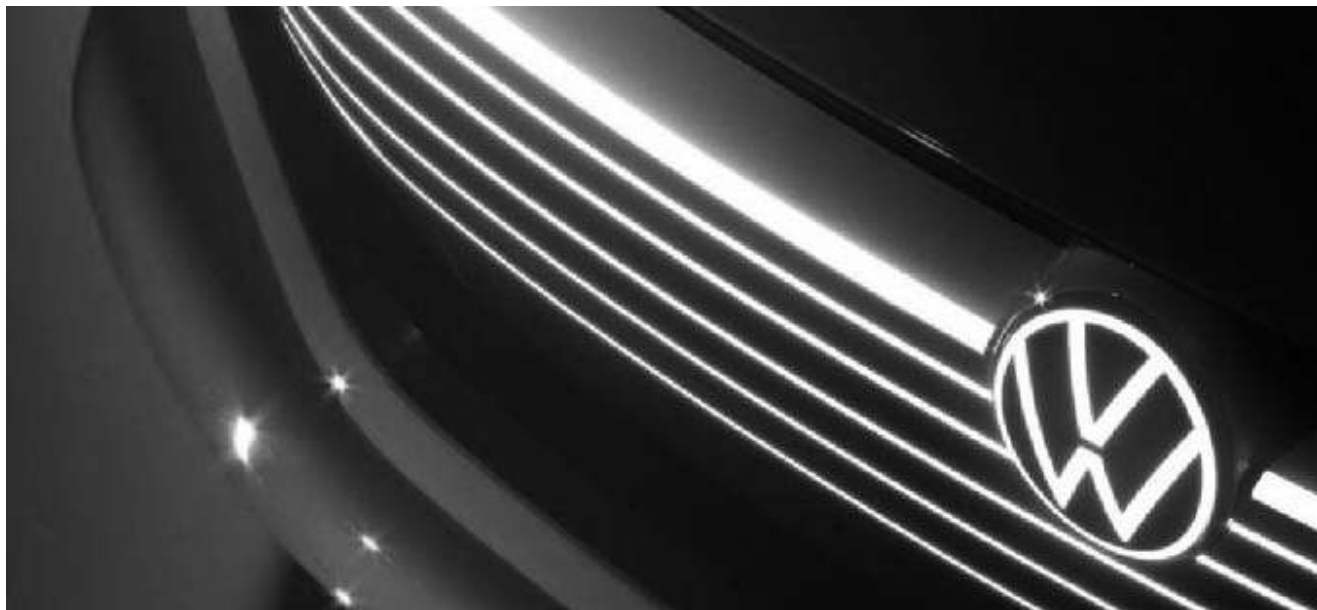
Quiconque suit un peu Elon Musk sur sa plateforme de médias sociaux X sait que le patron de Tesla n'est pas un adepte de l'ingérence gouvernementale. Il ne dédaigne pas non plus la controverse et la désinformation, un trait qu'il partage avec un certain Donald Trump. Malgré de nombreux problèmes judiciaires, Trump se présente pour un second mandat à la présidence des États-Unis en novembre 2024, en tant que candidat du parti républicain et donc adversaire de la démocrate Kamala Harris. Dans la nuit de lundi à mardi (12 au 13 août), Donald Trump et Elon Musk ont eu une conversation que vous pouviez suivre en direct sur X. Malgré quelques difficultés techniques, le chat privé a duré plus de deux heures. Au cours de cette conversation, ils ont longuement parlé de la récente attaque à laquelle Trump a survécu. Elon Musk a fait l'éloge de l'ancien président pour sa fermeté et son leadership.

### Musk dans l'administration Trump ?

Nous avons appris peu de choses sur les projets concrets que Trump veut réaliser s'il remporte l'élection présidentielle, si ce n'est qu'il veut expulser massivement les migrants et assouplir largement les réglementations gouvernementales. Ce dernier point sonne bien entendu comme une douce musique aux oreilles d'Elon Musk. Après l'attentat, le PDG de Tesla a annoncé sur X qu'il voterait pour Trump en novembre. Au cours de la conversation, Donald Trump a également montré son admiration pour Elon Musk, louant notamment ses efforts audacieux de réduction des coûts. Il a ensuite ajouté que sa prochaine administration aurait besoin de quelqu'un d'aussi "puissant, courageux et intelligent" que le patron de Tesla. Musk a gentiment joué sur ce point en disant qu'il était prêt à faire partie d'un comité pour optimiser l'efficacité du gouvernement.

## MODÈLES À VENIR

# Volkswagen retarde encore le projet Trinity



*Afin de privilégier le lancement de la VW ID.Golf et de rentabiliser davantage ses plateformes électriques actuelles, Volkswagen reporte le lancement de son modèle-phare électrique, baptisé Trinity, à 2032.*

Selon des informations diffusées par le journal Handelsblatt, Volkswagen a décidé de repousser le lancement de son modèle phare électrique Trinity, initialement prévu pour 2026, à la fin de 2032, et pourrait avancer celui d'une Golf entièrement électrique. Ce report s'inscrit dans une réallocation stratégique des investissements sous la direction d'Oliver Blume, PDG de VW Group, visant à prolonger l'utilisation des plateformes actuelles, MEB et PPE, pour mieux amortir leurs coûts. En 2026, la plateforme MEB sera mise à jour en MEB+, tandis que la PPE bénéficiera d'une amélioration logicielle dans les trois prochaines années, en partenariat avec Rivian.

### Baisse de la demande

Ce retard est également une réponse à la baisse de la demande sur le marché des véhicules électriques (VE) et à la stratégie de réduction des coûts menée par Blume. Le nouveau calendrier de lancement des VE de VW prévoit le lancement d'une Golf électrique, baptisée ID Golf, dès 2029, voire plus tôt, utilisant la nouvelle plateforme SSP au lieu de Trinity. De plus, une Audi A4 électrique utilisant cette architecture devrait voir le jour fin 2028, faisant d'Audi la première marque du groupe à adopter

la plateforme SSP. En outre, lors de sa conférence de résultats du 1er août, Volkswagen a souligné la nécessité de réduire significativement les coûts et les capacités de production pour améliorer ses marges.

### Retard logiciel

Le successeur de la VW ID.4, basé sur la SSP, est désormais attendu pour 2030, au lieu de 2028, tandis que le crossover électrique VW T-Sport, également sur SSP, sera lancé en 2031, repoussant son introduction de deux ans. Le projet Trinity, initié par l'ancien PDG Herbert Diess, a été repensé par Blume pour rationaliser la production dans la transition vers les VE. Parallèlement, les retards dans les nouveaux lancements de VE sont exacerbés par des problèmes de développement au sein de la filiale logicielle Cariad, poussant Blume à solliciter l'aide de Rivian et Xpeng pour résoudre ces défis.

### Que faut-il en penser ?

Volkswagen n'est pas le premier constructeur traditionnel à devoir revoir ses plans de développement de voitures électriques, puisque Mercedes ou Ford – entre autres – font de même. De manière générale, la

demande moins importante que prévue pour les véhicules électriques et la baisse des coûts de production de ces derniers moins rapide qu'attendue imposent aux constructeurs de redéfinir leur calendrier pour optimiser la rentabilité de ces modèles et plateformes.

Rien d'illogique en soi. Dans le fond, une marque comme Tesla n'a présenté aucun modèle « mondial » fondamentalement nouveau depuis le lancement du duo Model 3/Model Y et ne le fera pas avant plusieurs années. Seuls les constructeurs chinois renouvellent leur technologie et leurs plateformes régulièrement grâce à un marché nettement plus porteur et fonctionnant selon un paradigme différent.

Ce qui est plus inquiétant, c'est de constater que la filiale Cariad de développement logiciel du groupe Volkswagen ne parvient toujours pas à surmonter ses problèmes. Au point d'imposer des partenariats avec Rivian et Xpeng et de voir les modèles basés sur la plateforme PPE – Audi Q6 e-tron et Porsche Macan EV – s'en remettre à Google et son Android Automotive OS. Si des économies doivent être faites... peut-être serait-il judicieux de renoncer à développer ses logiciels soi-même. Et la remarque vaut aussi pour le duo Volvo-Polestar...

## La République tchèque relève la vitesse maximale autorisée sur les autoroutes à 150 km/h

Suite à une modification de la loi au début de l'année 2024, le gouvernement tchèque étudie les autoroutes sur lesquelles la limite de vitesse pourrait être portée à 150 km/h. L'un des principaux outils permettant d'améliorer la sécurité

routièrre, de réduire l'impact environnemental des voitures et, au passage, de renflouer le Trésor public, est l'abaissement de la limite de vitesse. Mais en République tchèque, on pense un peu différemment : au début de l'année, le gouvernement a voté une loi autori-

sant l'augmentation de la vitesse maximale sur les autoroutes à 150 km/h. Le gouvernement tchèque étudie actuellement quelles autoroutes se prêteraient à cette mesure. Naturellement, ces projets tchèques seront critiqués. Il s'agit notamment de dénoncer

le mauvais état des autoroutes et du parc automobile. La plupart des voitures seraient trop défectueuses pour rouler en toute sécurité à une vitesse de 150 km/h.

Faut-il y voir un encouragement pour Skoda à développer à nouveau de vrais modèles RS ?

## RECONNAISSANCE FACIALE

# Microsoft veut en finir avec l'usurpation d'identité et les apps d'authentification

Microsoft lance Face Check, une technologie de reconnaissance faciale pour ses services d'identification numérique Entra. Cette nouvelle fonctionnalité vise à renforcer la sécurité des entreprises en comparant le selfie d'un utilisateur à sa photo d'identité vérifiée, tout en protégeant la confidentialité des données personnelles.

L'usurpation d'identité fait peur, dans la vie quotidienne comme sur Internet. Les hackers en veulent à vos données personnelles et utilisent pour ce faire tous les outils censés les protéger sur le Web. Mots de passe, double authentification, CAPTCHA... Toutes ces barrières de sécurité tombent comme des dominos face à leur coup d'avance sur les services de cybersécurité.

Microsoft semble avoir compris l'enjeu et sort Face Check. Cette nouvelle technologie de reconnaissance faciale promet de mettre un terme aux fraudes à l'identité. Fini les deepfakes et autres techniques d'usurpation, place à une vérification biométrique ultra-sécurisée. Mais comment ça marche, concrètement ? La technologie n'étant pour le moment réservée qu'aux organisations, à quand l'accès aux particuliers ?

## Microsoft Entra : la nouvelle arme anti-fraude

Microsoft Entra, c'est le nouveau joujou high-tech de la firme de Redmond pour sécuriser l'identité numérique. Au cœur de ce dispositif, on trouve Face Check, une technologie de reconnaissance faciale dernier cri. Le principe est simple : l'utilisateur prend un selfie avec son smartphone, qui est ensuite comparé à

sa photo d'identité officielle. On se passerait ainsi des méthodes archaïques comme compter des vélos sur un CAPTCHA, qui est de plus en plus abandonné, ou se remémorer le nom de son premier animal de compagnie. La force de Face Check, c'est qu'il ne stocke aucune donnée sensible. Seuls les résultats des comparaisons sont partagés, garantissant ainsi la confidentialité des utilisateurs. Microsoft affirme même que son système est capable de détecter et de rejeter les tentatives d'usurpation les plus sophistiquées, deepfakes inclus.

Pour les entreprises, c'est autant de temps de gagné que de nouvelles barrières de sécurité. Face Check promet de réduire drastiquement les risques de fraude tout en simplifiant les processus d'authentification.

## Pourquoi Microsoft mise gros sur la reconnaissance faciale

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 66 % des cyberattaques exploitent des identifiants non sécurisés. Autrement dit, nous ouvrons quasiment les portes de nos données personnelles aux hackers en ne nous protégeant pas assez. Avec l'essor de l'IA générative, les techniques d'usurpation d'identité deviennent de plus en plus sophistiquées. Les mé-



thodes traditionnelles comme les mots de passe ou les questions de sécurité ne font plus le poids.

Mais pourquoi se limiter aux entreprises ? On peut imaginer que cette technologie serait tout aussi utile pour les particuliers.

Rappelons-nous l'affaire récente où des hackers ont réussi à contourner la double authentification de Gmail en volant les cookies de connexion. Ou encore ce cheval de Troie capable de voler votre

visage. Une solution comme Face Check apporterait une sécurité bien supérieure aux particuliers.

En étendant Face Check au grand public, Microsoft pourrait révolutionner la sécurité en ligne pour tous. Plus besoin de se creuser la tête pour inventer des mots de passe complexes ou de jongler avec des applications d'authentification. Un simple selfie suffirait à prouver votre identité de manière infaillible. Un doux rêve.

## PATCH TUESDAY AOÛT 2024

## Une moisson de zero days à corriger

Le pack de correctifs de sécurité du mois d'août colmate 89 failles dont 9 zero days, plus une en cours de traitement par Microsoft. Les administrateurs devront donc corriger ces vulnérabilités en priorité. Après un mois de juillet chargé (avec 142 failles corrigées), le patch Tuesday du mois d'août semble en apparence plus léger avec son lot de 89 correctifs. Mais les apparences sont trompeuses, cette édition ne corrige pas moins de 9 failles de type zero day, voir même 10 car Microsoft travaille sur une vulnérabilité critique. Dans ce lot, il y a 6 zero days exploitées activement et 3 ont fait l'objet d'une publication.

### Des failles sur Windows, moteur de script et Mark of the Web

La première à attirer la vigilance des administrateurs est la CVE-2024-38178, une vulnérabilité de corruption de la mémoire du moteur de script. Microsoft indique que l'attaque nécessite qu'un client authentifié clique sur un lien pour qu'un attaquant non authenti-

fié puisse lancer une exécution de code à distance. Le lien doit être cliqué dans le navigateur Edge en mode Internet Explorer, ce qui en fait une faille délicate à exploiter. Toutefois, même avec ces conditions préalables, le National Cyber Security Center (NCSC) sud-coréen et AhnLab ont révélé que la faille était exploitée dans des attaques.

La seconde est la CVE-2024-38193, une faille d'élévation de privilèges du pilote de fonction auxiliaire de Windows pour WinSock. Elle entraîne des attaques pour obtenir les privilèges SYSTEM sur les systèmes Windows. La faille a été découverte par Luigino Camastra et Milánek de Gen Digital, mais la firme de Redmond n'a pas donné de détails sur la manière dont elle a été divulguée.

La troisième brèche exploitée est la CVE-2024-38213, entraînant le contournement de la fonction de sécurité de Windows Mark of the Web. Cette vulnérabilité offre aux attaquants de créer des fichiers qui contournent les alertes de sécurité de Windows Mark of the Web. Cette fonction de sécurité a fait

l'objet de nombreux contournements au cours de l'année, car elle constitue une cible attrayante pour les cybercriminels qui mènent des campagnes d'hameçonnage. Microsoft indique que la faille a été découverte par Peter Girnus, de l'initiative Zero Day de Trend Micro, mais ne précise pas comment elle est exploitée dans les attaques.

### L'attaque Windows Downdate en partie corrigée

Dans les vulnérabilités critiques qui ont été soumises à Microsoft, on trouve la CVE-2024-38106, qui génère une faille d'élévation de privilèges du noyau Windows qui confère les privilèges SYSTEM. « L'exploitation réussie de cette vulnérabilité exige qu'un attaquant remporte une condition de course » explique l'avis de Microsoft. Il y a également la CVE-2024-38107 qui provoque une élévation de privilèges du coordinateur de dépendance de Windows Power ou la CVE-2024-38189 qui déclenche une exécution de code à distance dans Microsoft Project. « L'exploitation nécessite que la victime ouvre un fichier Microsoft Office Pro-

ject malveillant sur un système où la stratégie Block l'exécution des macros dans les fichiers Office provenant d'Internet est désactivée et où les paramètres de notification des macros VBA ne sont pas activés, ce qui permet à l'attaquant de procéder à une exécution de code à distance », souligne l'avis de sécurité.

Toujours dans Office, la CVE-2024-38200 entraîne une vulnérabilité d'usurpation d'identité qui expose les hachages NTLM, comme cela a été révélé dans la conférence Defcon "NTLM - The last ride". Les attaquants peuvent exploiter cette faille en incitant quelqu'un à ouvrir un fichier malveillant, ce qui force Office à se connecter à un partage distant où les attaquants peuvent voler les hachages NTLM envoyés. On notera enfin les correctifs (dont la CVE-2024-38202 en cours de traitement par Microsoft) sur l'attaque dite Downdate sur Windows Update présentée par un chercheur à la Black Hat à Las Vegas. Il a pu rétrograder plusieurs composants de Windows Update pour rendre l'OS vulnérable à d'anciennes failles.

Mots fléchés

|                                            |                              |                           |                                 |                                   |                                          |                                             |
|--------------------------------------------|------------------------------|---------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------------|
| Il vécut 969 ans                           | Mesura le bois               | Poèmes lyriques           | Personnes possédées du démon    | Conclut une affaire               | Recette de canard en Chine               | Signe musical                               |
| Personne de corpulence énorme              | Agréable                     |                           | Pronom personnel                | Choc                              |                                          | Enceinte                                    |
|                                            |                              |                           |                                 |                                   | Confident                                |                                             |
|                                            |                              |                           |                                 |                                   | Fleuve sibérien                          |                                             |
| Supprime                                   |                              | Résolu                    |                                 |                                   |                                          |                                             |
| Sémaphores                                 |                              | Divinité du Proche-Orient |                                 |                                   |                                          |                                             |
|                                            |                              |                           | Renâcleurs                      |                                   |                                          |                                             |
|                                            |                              |                           | Soeur de Mycène                 |                                   |                                          |                                             |
| Qui se rapporte au raisin                  |                              |                           | Gros lézard                     |                                   |                                          | Office                                      |
| Sucre simple                               |                              |                           | Béryllium                       |                                   |                                          |                                             |
|                                            |                              | Il peut être de glace     | Surprise-partie                 |                                   | Gibecière                                | Manillon                                    |
|                                            |                              |                           | Toucher au ping-pong            |                                   |                                          |                                             |
| Barricader                                 | Céréale                      |                           |                                 | Il existe en salon                |                                          |                                             |
|                                            | Arbre biblique               |                           |                                 |                                   |                                          |                                             |
|                                            |                              |                           | Prostituées débutantes          |                                   |                                          |                                             |
|                                            |                              |                           | Touffe rebelle                  |                                   |                                          |                                             |
| Elle a sa troupe                           |                              |                           |                                 | Elle a sa promenade des anglais   |                                          | Non compris                                 |
| Oublié                                     |                              |                           |                                 | Surcharge à l'encre               |                                          | Groupe de rap français                      |
|                                            |                              |                           | Pâtures                         |                                   | Représentant du dieu soleil              |                                             |
|                                            |                              |                           | Ancienne station spatiale russe |                                   | Tirage                                   |                                             |
| Chanci                                     | Interventions                | Effluve nauséabonde       |                                 |                                   |                                          | Pareil                                      |
|                                            |                              | Successions               |                                 |                                   |                                          | Égalisé                                     |
|                                            |                              |                           |                                 | Ville connue pour ses falaises    | Fromage recouvert de paraffine           | Poisson                                     |
| Poltron                                    |                              |                           |                                 |                                   |                                          |                                             |
| Fondateur de la congrégation de l'Oratoire |                              |                           |                                 |                                   | Iridium                                  | Cité légendaire                             |
|                                            |                              |                           |                                 |                                   | Précède Antonio                          | Prénom féminin                              |
|                                            |                              |                           | Petit tour                      |                                   | Emplacement dans les salons              |                                             |
|                                            |                              |                           | Oisif                           |                                   |                                          | Absence de bruit                            |
| Profilé                                    | Caisse                       |                           |                                 |                                   | Fortunées                                |                                             |
|                                            |                              |                           |                                 | Également                         | Fête chrétienne de la nativité du Christ | Plans d'urgence (acronyme)                  |
| Il existe en parasol                       | Étoffe de soie fine          |                           |                                 |                                   |                                          |                                             |
|                                            |                              |                           |                                 |                                   | Cercle lumineux                          | Rire en argot internet                      |
|                                            |                              |                           |                                 |                                   |                                          | Nazi                                        |
|                                            |                              | Chat anglais              |                                 |                                   | Océan                                    | Affluent de la Moselle (du côté Luxembourg) |
|                                            |                              | Dieu primitif égyptien    |                                 |                                   |                                          | Entrée asiatique                            |
| S'éloigné (s')                             | Turcs                        |                           |                                 |                                   |                                          |                                             |
|                                            | Vieux poème en prose chinois |                           |                                 |                                   |                                          | Etain                                       |
|                                            |                              |                           |                                 |                                   |                                          | Petite minute                               |
|                                            |                              |                           | Rivière du Congo                |                                   |                                          | Homme du milieu, souteneur                  |
| Joue avec la vague                         |                              |                           |                                 | Chanson populaire et sentimentale |                                          |                                             |

# Croissance stable du commerce durant les 7 premiers mois 2024

Le commerce de la Chine avec l'Afrique a connu une croissance stable au cours des sept premiers mois de 2024, indiquent des données officielles. Le commerce entre la Chine et l'Afrique a augmenté de 5,5% en glissement annuel à 1.190 milliards de yuans (environ 166,6 milliards de dollars) de janvier à juillet, précisent des données statistiques de l'Administration générale des douanes de la Chine. La Chine est restée le partenaire commercial le plus important pour l'Afrique pendant quinze années consécutives, relèvent les données des douanes.



NORVÈGE

## Le fonds souverain a gagné 125 milliards d'euros au 1er semestre

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a fait état mercredi d'une grave pénurie de production d'eau potable dans la bande de Ghaza, dévastée par une guerre génocidaire sioniste."Il y a eu une grave pénurie de production d'eau potable dans la bande de Ghaza, affectant ainsi l'accès aux services d'approvisionnement en eau pour près de 500 000 personnes", a déploré l'UNICEF. Le porte-parole de l'UNICEF dans ce domaine, Salim Oweis, a déclaré que "l'usine de dessalement d'eau de mer dirigée par l'agence onusienne produisait avant plus de 20 000 litres d'eau potable. Il fut réduit à 2000 et seulement 500 après la guerre". L'UNICEF appelle l'entité sioniste à "respecter le droit international humanitaire". Cela implique, selon elle, de "prendre grand soin de sauver les civils et les infrastructures civiles, de répondre aux besoins essentiels des civils et de permettre un accès rapide, sûr et sans entrave à l'aide humanitaire".

MDN

## Mise en échec de tentatives d'introduction de plus de 3 quintaux de kif via les frontières avec le Maroc

Des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, ont déjoué, durant la période du 8 au 13 août en cours, des tentatives d'introduction de plus de 3 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc, indique un bilan

opérationnel rendu public mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN) . "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la

période du 08 au 13 août 2024, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces Armées à travers tout le territoire national", précise le communiqué.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

# Les défis du prochain mandat

### 2. La restructuration du secteur public économique et la diversification économique

La précédente chronique a été consacrée au redimensionnement de la sphère publique stricto sensu ; la présente sera consacrée à une autre dimension de la sphère publique, celle dite du secteur public marchand. La taille de celui-ci est aussi le résultat d'un processus historique induit par le modèle d'industrialisation de l'après indépendance. Il était tout à fait légitime que l'Etat, face à la situation économique désastreuse laissée par la colonisation, s'érige en entrepreneur pour bâtir une industrie à partir du néant ou presque (quelques usines ici ou là dans les grandes villes du pays : Alger, Oran, Constantine, Annaba...). Ce modèle a permis donc d'ériger des entreprises publiques dans toutes les filières industrielles. Les différentes opérations de restructuration, entamées à partir de 1982, dans le cadre d'une nouvelle politique économique, (ouverture sur l'investissement privé et l'instauration de l'économie de marché) mais la véritable réforme du secteur public économique a été celle de 1988 qui, tout en maintenant la propriété publique sur les actifs des entreprises, codifie la séparation entre l'Etat actionnaire et l'Etat puissance publique et organise la commercialité des EPE. Cette séparation a apporté une clarification conceptuelle et juridique dans les rapports entre l'Etat et l'entreprise publique, mais dans les faits la confusion persiste jusqu'à aujourd'hui. En effet, l'Etat intervient toujours dans la vie de l'entreprise faisant fi souvent des règles du code de commerce auquel sont soumises ces entreprises. Les interventions directes sont surtout constatées dans la nomination des dirigeants, dans la gestion des investissements et même du cycle d'exploitation. Les récurrentes interventions du Trésor en sont l'illustration. L'Etat doit intervenir dans le domaine économique, mais il doit garder une certaine distance pour demeurer l'Etat de toutes les entreprises. A contrario, l'Etat propriétaire a tous les droits sur ses entreprises, mais à charge pour les administrations publiques agissant en qualité de propriétaires mandatés, de respecter le droit qui régit ces entreprises, en l'occurrence, le code de commerce. Les interventions désordonnées et parfois discriminantes ont remis sur la table la question de la séparation des fonctions de l'Etat (propriétaire et puissance publique). L'Etat propriétaire doit utiliser les instruments du droit privé pour gérer ses entreprises et pour cela il doit respecter les organes d'administration, de contrôle et de gestion définis par ce droit. Intervenir en dehors de ce cadre, crée des distorsions sur les marchés (règles de la concurrence), des discriminations entre secteur public et secteur privé, de l'éviction dans l'accès à certaines ressources publiques. La question de l'autonomie de l'EPE, pierre angulaire des réformes de 1988, est toujours posée, car sa restriction remet en cause le choix des réformes et aggrave la confusion dans l'évaluation des performances des EPE, des responsabilités des dirigeants et surtout de l'impact sur le fonctionnement du système économique dans son ensemble (subventions, fiscalité, accès au financement public,

distorsion sur les marchés...) ; en effet, on peut juger la qualité de la gestion des EPE et la responsabilité sur les résultats si l'administration interfère dans cette gestion. Deux questions fondamentales doivent être traitées et réglées dans les meilleurs délais si l'on veut développer l'investissement et la production : la question de la gouvernance des EPE et la question de la place du secteur public économique dans l'économie nationale ; doit-on continuer à fausser la concurrence sur les marchés des biens et services par l'octroi de marchés publics par la règle du gré à gré, par les subventions de toute nature décidées par le trésor, en opérant régulièrement des assainissements financiers des EPE. Sur ces problèmes de financement des entreprises publiques en difficulté, la règle universelle veut que le propriétaire doive intervenir par le haut du Bilan, c'est-à-dire en augmentant le capital ou en opérations sur le Compte courant des actionnaires. Depuis quelques années, les EPE ont été soumises à une tutelle qui ne dit pas nom, lorsqu'on les place sous la supervision de ministères sectoriels. Cette supervision est vite transformée en tutelle effective. (PS. De nombreuses études sur le SPM (secteur public marchand) ont été réalisées ces dernières années et elles méritent d'être exploitées ; nous citerons les plus récentes : Etude EY financée par la BAD (2018) ; l'étude PADICA (2023) et le rapport CNESE (2024)) Le secteur public économique doit être un acteur majeur dans la politique de ré industrialisation du pays. Mais pour exercer ce rôle, il faut qu'il se modernise dans sa technologie, sa gouvernance et son management. Ce dernier vise non seulement les principes et les règles du management, mais surtout la qualité de la ressource humaine à y déployer. Contrairement aux discours ambiants sur ce sujet, l'Algérie manque de cadres compétents en management ; la qualité des managers n'est pas dans la possession de diplômes mais dans les compétences éprouvées par la formation et l'exercice de fonctions défiantes. L'université algérienne ne forme pas des managers et le monde économique n'offre pas ce cadre défiant dans la conduite des opérations complexes. Si le discours sur la diversification économique et surtout des exportations est très en vogue ces dernières années (tout à fait légitime), le préalable à cette démarche de diversification économique est d'abord la ré-industrialisation du pays. Au cours des 20 dernières années l'Algérie s'est désindustrialisée de manière relative (part de la VA industrielle dans le PIB) et surtout de manière absolue (part de la VA industrielle par tête d'habitant). Il est vrai que de nouveaux investissements s'installent chaque année et la dernière loi sur l'investissement (2022) a produit un déclin chez les investisseurs potentiels nationaux et étrangers. Donc, la diversification économique passe d'abord par la ré-industrialisation du pays. Les pays ayant réussi une diversification vertueuse (pays d'Asie) ont d'abord effectué un rattrapage en matière d'industrie manufacturière avant de s'ouvrir plus franchement à la concurrence internationale. Les stratégies de substitution

et d'exportation n'ont pas été alternatives l'une à l'autre ou d'exclusion mutuelle mais complémentaires. La gouvernance économique (point faible de l'Algérie) dans ces pays s'est pliée à cet objectif stratégique de rattrapage aux plans global et sectoriel, selon le stade de maturité atteint par telle ou telle filière industrielle. Ceci signifie que les ressources publiques (crédits, fonciers, incitations fiscales...) ont été combinées et mis en place en fonction des préférences sectorielles et non de manière universelle. La ré-industrialisation du pays requiert un effort considérable. Porter la VA de l'industrie à 8% du PIB en 2030, soit près de 10% du PIB HH nécessite une montée en puissance du secteur de l'industrie au cours des 5 prochaines années avec une croissance moyenne dans l'industrie de 15 à 20%. Le défi est surtout dans le développement des industries manufacturières ; elles ont un pouvoir de transformation structurelle et surtout elles permettent la création massive d'emplois pour absorber un tant soit peu la main d'œuvre au chômage actuellement. Au final, le redimensionnement de la sphère publique (qui comprend le secteur public marchand), la restructuration du SPM et la ré-industrialisation du pays constituent des instruments cohérents entre eux et complémentaires ; les segmenter, risque de n'aboutir à aucun résultat, car continuer la politique d'assainissement des EPE qui touche principalement le bas du bilan (cycle d'exploitation) ne mettra jamais l'entreprise publique comme facteur de ré-industrialisation et de diversification. De même, une politique de diversification des exportations n'a aucune chance de donner des résultats si l'industrie ne se développe pas et de manière massive au cours des 5 prochaines années. L'industrie manufacturière est un puissant outil de transformation structurelle, c'est-à-dire, de diversification. Industrialisation et diversification des exportations sont les deux faces d'une même pièce ; l'une agit sur l'autre et l'une exprime la nature de l'autre. Une nouvelle politique d'industrialisation et de diversification, qui viendrait renforcer la politique d'investissement (Loi 2022), est nécessaire et doit exprimer la volonté de l'Etat dans ce domaine par des instruments de soutiens et d'incitations quelles qu'en soient les formes, mais devraient se faire selon des critères serrés et même discriminants pour favoriser telles ou telles filières ou branches de l'industrie préalablement analysée et sectionnées. L'Etat devrait obtenir en contrepartie des avantages accordés des offres de substitutions aux importations et des offres d'exportation. Cette relation d'échange entre l'Etat et l'entreprise (avantages accordés contre des offres des entreprises bénéficiaires) donnerait lieu à des contrats de performance périodiques, évalués et éventuellement renouvelés. Ces problèmes sont de vrais enjeux et leur traitement doit être aussi un vrai défi qui ne peut être réduit à une disposition dans une loi de finance ou dans une loi de finance complémentaire.

Prochaine chronique

### 3. Les secteurs porteurs et les options de redressement.